

# AGIR ICI POUR LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE



**OXFAM**

Magasins du monde

ETUDE RÉALISÉE PAR CORENTIN DAYEZ  
FÉVRIER 2012



# INTRODUCTION

Lancée en juin 2011, la nouvelle campagne internationale Oxfam « Cultivons, la terre, la vie, le monde », a pour objectif d'attirer l'attention des autorités et de l'opinion publique sur les défis énormes auxquels l'approvisionnement alimentaire mondial doit faire face, et démontrer les carences des politiques actuelles pour le faire. Elle met en évidence l'impact de ces politiques sur la situation économique, sociale et écologique des paysans et des communautés locales du Sud, mais aussi du Nord.

Garantir un système alimentaire durable et équitable demande une gouvernance politique appropriée à l'échelle internationale. Or, cette gouvernance fait cruellement défaut : l'attention se concentre davantage sur le modèle de production agroindustriel que sur le développement d'une agriculture paysanne durable. Pourtant, le modèle agroindustriel accentue les crises alimentaire et climatique, alors que l'agriculture paysanne durable permet d'y faire face...

Les politiques sont en outre le plus souvent élaborées et exécutées sans concertation suffisante avec les organisations paysannes et la société civile. Le Prix Nobel de la Paix Amartya Sen avait déjà clairement démontré que la cause profonde de la faim dans le monde relève davantage d'un déficit démocratique que d'une insuffisance alimentaire. Nos autorités doivent se responsabiliser face à ceux qui souffrent actuellement de la faim

dans le monde et face aux générations futures qui devront lutter contre les effets de la crise climatique.

Depuis quelques années, est apparu le principe de la Souveraineté Alimentaire qui tend à fédérer autour de lui toute une série d'acteurs porteurs d'intérêts largement ignorés dans le cadre des dispositifs formels de décision actuels. Face à la logique néolibérale qui conforte le modèle de l'agriculture industrielle, il oppose celle du débat démocratique sur l'organisation de notre système alimentaire, qu'il est aujourd'hui urgent d'entamer.

Affectés par le développement du modèle agroindustriel, les paysans sont bien évidemment concernés par la question. Mais cette dernière relève clairement d'un débat de société duquel les consommateurs et les citoyens doivent également être directement parties prenantes. Notre campagne s'inscrit dans cette logique en voulant offrir aux consommateurs et aux citoyens les moyens d'agir à leur échelle pour faire advenir un modèle agroalimentaire durable, encore largement à définir.

Le Forum européen pour la Souveraineté Alimentaire - Nyéléni Europe 2011 - s'est déroulé du 16 au 21 août à Krems en Autriche. Il offrait précisément un espace où ce débat pouvait avoir lieu, et devait donner l'impulsion nécessaire pour que se lance un mouvement européen pour la Souveraineté Alimentaire. Concrètement, il a réuni plus de 400

participants de 34 pays européens pour y partager visions et expériences, et discuter ensemble d'un horizon commun à l'échelle européenne.

Dans la mesure où la participation au Forum engageait chaque pays à former une délégation, et où il a amené les acteurs belges, francophones et néerlandophones, à se connaître davantage, le pari est en partie gagné. La Belgique est en effet partie avec une forte délégation constituée par des membres d'organisations, des paysans, des consommateurs et des militants. Engagé aux côtés des paysans du Nord et du Sud, Oxfam-en-Belgique a fait partie de la délégation et s'est rendu au Forum, source d'inspirations multiples pour le suivi de notre campagne.

Dans le cadre de cette étude, nous avons voulu expliquer dans une première partie pourquoi le principe de la Souveraineté Alimentaire est tout à fait pertinent à l'échelle européenne. Dans la seconde, nous avons voulu mettre en évidence l'existence du mouvement belge pour la Souveraineté Alimentaire, en nous concentrant principalement sur quelques initiatives collectives citoyennes. L'objectif poursuivi est de démontrer que l'inscription dans la perspective de la Souveraineté Alimentaire peut se décliner de multiples manières, tout en étant parfaitement à la portée de tout consommateur ou citoyen.

# LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE AU NIVEAU EUROPÉEN

## L'INDUSTRIALISATION DE L'AGRICULTURE EN EUROPE

Au sein de l'Union Européenne, prédomine le modèle de l'agriculture industrielle, résolument inscrite dans une logique de compétitivité sur les marchés agricoles internationaux<sup>1</sup>.

Dans ce premier chapitre, nous montrons que ce phénomène, relativement récent, s'explique par la révolution qu'a connue l'agriculture européenne, qui a largement été appuyée par les politiques d'aides européennes à l'agriculture.

Aujourd'hui, cette tendance est remise en question de toutes parts. De nombreux acteurs refusent en effet que les activités agricoles ne soient pratiquement plus évaluées qu'à l'aune de la rentabilité économique. Ils insistent sur les multiples fonctions complémentaires que les différents modes d'agriculture jouent à l'égard de la société dans laquelle nous vivons.

## AGRICULTURE ET SYSTÈME ALIMENTAIRE EN EUROPE

Entamée au XIX<sup>ème</sup> siècle, l'industrialisation de l'agriculture européenne a véritablement démarré au cours de la seconde moitié du XX<sup>ème</sup>, marquée par la révolution agricole contemporaine. Celle-ci est caractérisée par une production agricole qui repose sur une forte mécanisation et motorisation, sur l'utilisation massive de semences à haut rendement sélectionnées génétiquement, d'engrais minéraux et de pesticides. Elle a généré des

gains de productivité du travail énormes, qui ont creusé l'écart entre les fermes les plus productives et les moins productives sur la planète qui vont aujourd'hui de 1 à 2000 !

Avec le temps, ces gains de productivités ont largement dépassé ceux des autres secteurs de l'économie. En outre, la production agricole a bien souvent augmenté plus vite que la consommation intérieure. Résultat : les prix agricoles réels ont, eux, fortement baissé, ce qui a considérablement réduit les marges bénéficiaires des producteurs. En un demi-siècle, le prix des matières premières agricoles et alimentaires de base (céréales, viandes, lait, œufs,...) ont été divisés par 4 ou 5 en valeur réelle!

Cette chute des prix a constitué le principal moteur d'une forte dualisation du monde agricole européen. En effet, les quelques fermes bien outillées, capables de réaliser les investissements nécessaires pour réaliser des gains de productivité supplémentaires, et disposant d'un important capital ont pu survivre, tandis que les autres ont vu leur situation économique gravement se détériorer et ont progressivement disparu.

Tel a été le sort des trois quarts des fermes des pays développés qui existaient au début du XX<sup>ème</sup> siècle<sup>2</sup>. Les agriculteurs de ces pays ne représentent plus qu'entre 1 à 3% de la population économiquement active [Mazoyer 2002/2005/2008].

Cette tendance au niveau Européen est toujours d'actualité. Rien que de 2000 à 2009, l'Union Européenne des 27 a perdu 25% de ses actifs

agricoles - soit 3.6 millions d'emplois perdus, surtout dans les nouveaux états membres : Roumanie, Pologne, Bulgarie [Eurostat 2010<sup>3</sup>]. Les superficies agricoles n'ont, quant à elles, pas suivi la même tendance - elles diminuent de seulement 1,6% entre 2003 et 2010 [Eurostat 2011]. Et la Belgique qui enregistre une variation de -21,9% du nombre d'exploitations pour seulement -2,6% de surface agricole ne fait pas figure d'exception. En d'autres termes, il y a presque toujours autant de surfaces cultivables, mais de mois en moins de cultivateurs...

Ainsi ne perdurent en Europe, pour l'essentiel, que quelques très grosses fermes inscrites dans des modes de production industrielle. Les modes de production des agricultures paysannes traditionnelles ne sont plus valorisés que sur les étiquettes de nos produits et ne semblent persister que pour des marchés de niches.

## LES POLITIQUES AGRICOLE EUROPÉENES<sup>4</sup>

L'industrialisation de l'agriculture européenne a été largement promue par l'une des rares politiques publiques européennes : la Politique Agricole Commune (PAC). Quand elle est entrée en vigueur en 1962, son objectif était de stimuler la productivité agricole européenne afin d'assurer la sécurité alimentaire des populations, en leur assurant un accès à une nourriture variée à un prix raisonnable, tout en garantissant des revenus agricoles similaires à ceux des autres secteurs.

En moins de quinze ans, cet objectif était déjà parfaitement atteint. Et,

## LES INSTRUMENTS HISTORIQUES DE LA PAC

1. Taxes sur les importations de produits étrangers pour favoriser la consommation locale
2. Prix minimum garanti pour les principaux produits, établi en fonction des coûts de production
3. Ecoulement de la production grâce à des pratiques de stockage et d'aides à l'exportation
4. Mesures structurelles d'appui à l'agrandissement et la modernisation des exploitations

très rapidement, l'Europe a été confrontée à un phénomène de surproduction. N'ayant pas établi de limites aux volumes de production, elle s'est retrouvée à devoir gérer les excédents croissants des exploitations agricoles européennes. De plus en plus d'aides à l'exportation ont donc été utilisées pour les brader sur le marché international. Les prix mondiaux étant inférieurs aux prix européens, le montant de ces aides est progressivement devenu très important.

Cette mesure a constitué un véritable dumping envers les pays tiers, notamment ceux du Sud, et a mis les productions locales en concurrence avec des produits subventionnés. En d'autres termes, les agriculteurs du Nord et du Sud inscrits dans des modes de production paysans se sont vu doublement pénalisés en subissant une concurrence totalement déloyale. D'une part, ils ne disposent pas des mêmes moyens de productions et

ne peuvent donc rivaliser en termes de volume de production. D'autre part, les produits industriels sont subventionnés, ce qui crée une énorme différence sur les prix des matières agricoles payés par les consommateurs.

Les premières orientations de la PAC n'ont pas fondamentalement changé avec le temps, mis à part l'établissement de quotas laitiers (1986), et la mise en jachère obligatoire de 10% des terres agricoles (1988). Certes les mécanismes d'intervention ont connus certaines évolutions notoires, particulièrement à partir de 1992, année qui marque le début d'une entente historique entre l'Union Européenne et les Etats-Unis sur les questions agricoles. Mais, fondamentalement, la PAC a continué à promouvoir la production industrielle de matières premières à bas prix, et à exporter sa surproduction agricole.

Avec la création de l'Organisation Mondiale du Commerce, en 1994, l'Europe a accepté que la PAC soit encadrée par les règles de cette institution. Les différentes réformes depuis lors s'inscrivent dans une logique ultralibérale de libéralisation des marchés agricoles, et de dérégulation des outils d'interventions, comme ceux des quotas, ou des stockages alimentaires,... La compétitivité est devenue le maître-mot de son programme d'intervention.

Malgré des gains de productivité énormes réalisés en cinquante ans, les producteurs européens ne tirent pas tous véritablement parti de la PAC. Leur revenu, pour une grande partie d'entre eux, provient davan-

tage de subventions publiques que de la vente de leurs produits, du fait des prix agricoles trop bas. Les aides directes européennes représentent en effet entre 40 et 80% des revenus agricoles [Padoan 2011]. Ce revenu est faible, comparé aux autres catégories sociales de qualifications équivalentes. Les subventions sont très mal réparties et concentrées vers une minorité de grandes exploitations à haut rendement et plutôt axées sur la monoculture. A titre d'exemple, en France, près d'un actif agricole à temps plein sur deux dégage un revenu disponible inférieur au salaire minimum. Environ 22% des agriculteurs sont considérés comme vivant sous le seuil de pauvreté, chiffres en augmentation [Trouvé 2009 p.55].

## L'INTÉRÊT DES ACTEURS POUR CE MODÈLE AGRICOLE

Le modèle de l'agriculture industrielle qui prédomine en Europe n'est en rien le fruit du hasard, ni d'un déterminisme historique. Il est le résultat d'un rapport de force entre différents acteurs, parties prenantes de l'organisation de notre système alimentaire.

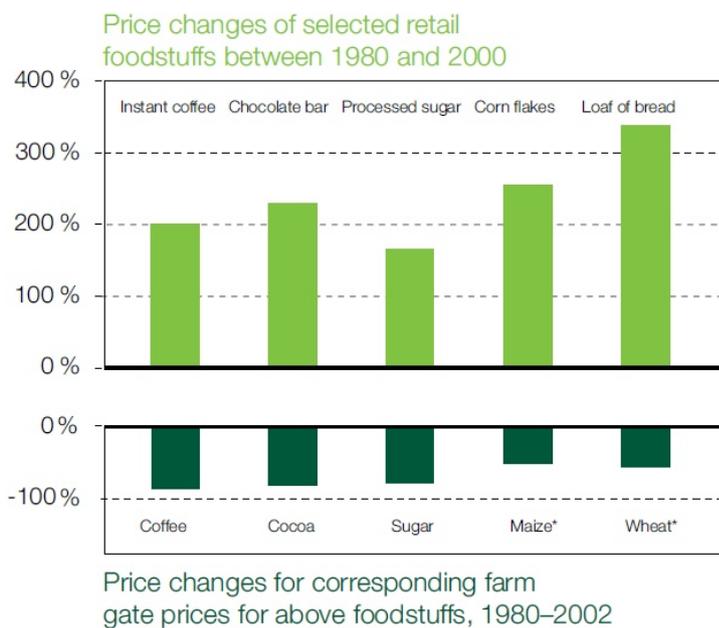
Une première catégorie d'acteurs regroupe les différents acteurs traditionnels qui forment les différents maillons de la chaîne d'approvisionnement agroalimentaire : les fournisseurs d'intrants, les producteurs, les négociants, l'industrie agroalimentaire qui transforme les aliments, la grande distribution, les consommateurs.

Les fournisseurs d'intrants, les négociants, l'industrie alimentaire et la distribution sont des acteurs qui ont atteint des niveaux de concentration extrêmes qui leur confèrent un pouvoir de marché énorme vis-à-vis des producteurs et des consommateurs<sup>5</sup>. En d'autres termes, ils ont « *la capacité de fixer les prix du client au-dessus de leur niveau de compétitivité (pouvoir du vendeur) et/ou la capacité à fixer les prix du fournisseur en-dessous de leur niveau de compétitivité (pouvoir de l'acheteur)* » [Murphy 2006]. A titre d'exemple de concentration, la FAO affirme que, dans les pays de l'Union Européenne, les cinq plus gros distributeurs détiennent entre 30 et 96% de

## LES ACCORDS DE BLAIR HOUSE

En 1992, l'Union Européenne tranche dans un différentiel l'opposant avec les Etats-Unis sur l'instauration de droits de douane sur les protéines végétales américaines à bas prix alimentant l'industrie de la viande européenne. L'Europe renonce à son projet, et réduit drastiquement ses aides à l'exportation en alignant le prix de ses matières premières au cours du marché international. En contrepartie, le principe d'octroyer des aides directes non liées à la production comme le font les Etats-Unis (mécanisme du Farm Bill) est communément accepté.

Ensemble, ils vont imposer à la communauté internationale le principe selon lequel l'attribution de ces aides directes ne constitue pas une entorse aux règles de concurrence internationale. En d'autres mots, même si pour les pays tiers il n'y a aucune différence, l'Union Européenne, tout comme les Etats-Unis, ne peut officiellement plus être accusée de leur faire du dumping.



Le tableau ci-dessus montre qu'en 2 décennies, les prix des matières premières agricoles ont fortement diminués, alors que ceux des produits transformés correspondants ont quant à eux augmentés. Ceci témoigne du poids grandissants des intermédiaires dans la formation du prix payés par les consommateurs. [laastd, pp.68-69]

la distribution alimentaire générale ; en Belgique, les quatre leaders de la distribution non spécialisée (Carrefour, Colruyt, Delhaize Le Lion et Aldi) se partageaient 79,4% du marché, en 2007, tous produits confondus [Delhommeau 2009, pp38/39].

Par ailleurs, dans la pratique, certains de ces acteurs économiques puissants occupent simultanément différents stades de cette chaîne d'approvisionnement, et pèsent dès lors d'autant plus dans son organisation. Un géant de l'agroalimentaire comme Cargill, par exemple, est actif et dans le négoce, et dans la transformation et dans la distribution de produits et services agricoles, alimentaires, industriels et financiers.

Dans ce contexte, les agriculteurs, moins concentrés, se retrouvent de plus en plus contraints à produire dans une logique commerciale et concurrentielle et à accepter les conditions que leur imposent les autres acteurs de la filière. Ils ne disposent en effet de pratiquement aucune marge de manœuvre pour négocier leurs conditions d'approvisionnement, ni avec leurs fournis-

seurs, ni avec leurs clients. Outre la question du prix, les agriculteurs sont également confrontés à toute une série d'exigences de standardisation et de calibrage de la produc-

tion pour répondre aux attentes de ces acteurs.

Bien souvent, ces attentes n'ont rien à voir avec celles de consommateurs, mais sont liées à la rentabilisation des outils développés par les acteurs intermédiaires pour maximiser leurs profits : abattoirs industriels, méga-usines de transformation, centrales d'achats uniques entre distributeurs, etc. Eux-mêmes fortement industrialisés, ils pèsent fortement sur l'industrialisation de l'agriculture, exigeant des producteurs de gros volumes de produits standardisés, à très bas prix, aptes à la conservation et la transformation, etc.

Quant aux consommateurs, qui arrivent en bout de chaîne, ils n'ont bien souvent pas d'autre choix que d'acheter leur alimentation aux conditions et au prix fixés par les distributeurs. Certes, ils bénéficient parfois indirectement de la pression exercée sur les prix des matières agricoles, mais ce sont essentiellement les intermédiaires entre eux qui tirent parti des gains de productivité que les producteurs réalisent.

La seconde catégorie d'acteurs comprend les acteurs extérieurs aux chaînes d'approvisionnement qui, dans le contexte de la financiarisation de l'économie, exercent une

## LES COOPÉRATIVES AU SERVICE DES PRODUCTEURS ?

L'émergence de ce système coopératif dans les années 1960 a été vécue comme un soulagement par de nombreux producteurs. Dans le contexte d'intensification de la production, se libérer de tous les problèmes de la vente leur a permis de se concentrer uniquement sur les activités de production et d'assurer la constance de leur productivité désormais nécessaire à leur revenu.

Cependant, avec la globalisation des marchés induisant des changements stratégiques de la part des coopératives, le producteur tend à être un rouage d'un très vaste système. Il ne gère qu'une toute petite partie de l'activité globale de production. Il n'a plus en charge, ni le choix des aliments pour les productions animales, ni le choix des intrants pour les productions végétales, puisque c'est la coopérative qui supervise tout. Le choix des variétés et races lui échappe également, car la nature de la production doit correspondre à la demande du groupe. Par ailleurs, il ne suit pas son produit jusqu'au bout. Cet ensemble d'évolutions est assez ambivalent, à la fois efficace et déresponsabilisant.

Ces entreprises sont donc des organismes puissants qui maillent véritablement les territoires agricoles et déterminent les productions selon leur propre orientation. Leur poids économique est considérable. Par exemple en France, Terrena et Coopagri Bretagne ont à elles deux un chiffre d'affaires annuel de 4,5 milliards d'euros.

[Delhommeau 2009, pp 37/38]

influence croissante sur le fonctionnement des marchés agricoles et alimentaires. Il s'agit principalement de l'actionnariat des entreprises multinationales agro-alimentaires qui exigent d'elles de très hauts rendements à courts termes, ainsi que les opérateurs financiers qui interviennent sur les marchés à terme de matières premières dans une perspective de profit maximal. Le jeu qu'exercent ces acteurs ne fait qu'exacerber le phénomène d'industrialisation de l'agriculture encouragé par les acteurs de la chaîne d'approvisionnement.

Ce sont donc essentiellement quelques acteurs économiques, concentrés et dominants, qui tirent profit d'une production agricole européenne à bas prix.

## LA LÉGITIMITÉ DE CE MODÈLE

Aucun sujet ne cristallise à lui seul autant d'enjeux vitaux que l'avenir de l'agriculture : faim, pauvreté, climat, énergie, biodiversité, eau, justice sociale, équilibre économique local et global,...

Centrée auparavant exclusivement sur les gains de productivité, la

question agricole actuelle à l'échelle globale est devenue éminemment plus complexe. Le modèle agricole de demain devra garantir la sécurité alimentaire des générations présentes et futures, en préservant la biodiversité et les ressources naturelles, en luttant contre le changement climatique et en renforçant la résilience de l'agriculture à ses effets. Et en même temps, il devra permettre de lutter efficacement contre la pauvreté en préservant des emplois et en respectant les modes de vies traditionnels de populations entières [Dayez 2011].

L'évaluation commanditée par les Nations-Unies, la Banque Mondiale, l'UNESCO et la FAO à ce sujet est sans appel : le modèle de l'agriculture industrielle tel qu'il est pratiqué en Europe n'est pas durable. S'appuyant sur l'expertise de 400 chercheurs du monde entier, cosigné en avril 2008 par près de 60 gouvernements, le rapport international met en avant la nécessité d'entamer une révolution écologique de notre système agricole et alimentaire pour ce XXIème siècle. Cette révolution agroécologique passe inévitablement par le maintien et le renforcement des agricultures paysannes actuelles, des modes de vie et systèmes agraires à dominance paysanne, pour les rendre toujours plus durables. [IAASTD 2008]

Si les conclusions de ce rapport montrent bien que le modèle agricole promu au niveau européen n'est pas en phase avec les enjeux planétaires, force est de constater qu'il souffre également d'un manque flagrant de légitimité aux yeux de la majorité des européens.

Du point de vue économique, la course sans fin à la productivité est permanente et conduit à la perte d'emplois agricoles, sans pour autant profiter ni aux producteurs, ni aux consommateurs. Les primes qui constituent une part importante du revenu agricole, entament par ailleurs fortement la crédibilité de l'activité agricole sur le plan économique.

Du point de vue social, la répartition des primes est parfaitement inégale. Si les grandes exploitations agricoles très productives sont « les plus compétitives », c'est, entre autres, parce qu'elles qui reçoivent

---

## LA JOURNÉE CADDIE/BROUETTE

Après l'impressionnante Crise du lait en 2009 et le très dur conflit social chez Carrefour en 2010, des agriculteurs de la FUGEA et des délégués CNE du Commerce ont noué leurs premiers contacts. Au fil des échanges, ces deux professions se sont aperçues, qu'en dépit de leurs origines et philosophies différentes, elles avaient au moins 5 revendications communes envers la grande distribution.

Le dimanche 27 novembre 70 agriculteurs et salariés de la grande distribution se sont rassemblés une journée à la ferme du Bia Bouquet de Thy-le-Château pour présenter leurs 5 revendications communes : une juste rémunération, la fin du dumping social, la requalification de leurs métiers et de meilleures conditions de travail, la production et l'emploi de proximité et de qualité et enfin, la sanction des abus de la grande distribution par les Etats.

L'alliance est tout à fait inédite, entre des travailleurs traditionnellement séparés par leur statut, mais unis par leur aspiration à vivre dignement de leur métier. Du côté des agriculteurs, Frédéric Callemeyn, vice-président de la FUGEA, confie : « *Il faut rester ouvert à tout, si ça permet d'avancer et de sensibiliser certaines personnes au niveau de l'industrie, des consommateurs ou même du monde politique, c'est toujours positif. Le but, c'est de créer quelque chose et d'obtenir des résultats. Ça prendra peut-être du temps, mais cette journée est un bon départ, et nous continuerons le combat.* »

Même enthousiasme du côté de la CNE : « *Cette alliance doit être un contre-pouvoir face à la grande distribution. Notre objectif c'est qu'ensemble nous arrivions à faire pencher la balance un petit peu du côté des consommateurs, des travailleurs et des agriculteurs, plutôt que ce soit toujours les mêmes acteurs qui récoltent les bénéfices. Finalement on se sent tellement proches du chantage que les agriculteurs vivent qu'on se dit qu'on doit s'allier face aux gros actionnaires de la distribution* », ajoute Françoise Dubasin, déléguée CNE chez Sixteen (Mestdaghi).

Un modèle qui a d'ores et déjà montré ses limites, et surtout ses dérives, à l'heure où un paysan disparaît toute les 20 minutes en Europe, et où 3 SDF sur 10 en France sont des travailleurs de la grande distribution. « *En généralisant ce modèle, on est en train d'appauvrir l'ensemble de la société. Il faut revenir à une vraie répartition des richesses, où chacun est rémunéré pour son travail par le prix des produits : ceux qui l'ont fabriqué, ceux qui le transportent, ceux qui travaillent dans les magasins, et bien sûr le distributeur, mais pas seulement lui. Contrairement à ce que la grande distribution veut nous faire croire en se donnant une image « sociale », le pouvoir d'achat de chacun d'entre nous ne passe pas par des prix bas mais par une revalorisation des rémunérations.* »

Extraits du CP de la CNE 28/11/11

proportionnellement plus d'aides européennes que les autres. Cette préférence européenne favorise nettement la concentration des activités agricoles aux mains de ceux qui détiennent déjà du capital.

Du point de vue environnemental et sanitaire, la modernisation de l'agriculture a un coût élevé en matière de pollution, de dégradation des sols et des paysages, de qualité de produits alimentaires, de santé publique et d'épizooties (vache folle, grippe aviaire, fièvre aphteuse, etc.). Certes, les mesures européennes pro-environnementales du second pilier de la PAC ont le mérite d'exister. Mais, elles pallient surtout les problèmes générés par le modèle de l'agriculture industrielle, et ne pèsent pas fondamentalement dans l'évolution que promeut l'Union Européenne.

Du point de vue international, les règles de l'OMC, soutenues par l'UE, oblige les pays du Sud à s'ouvrir au marché international et leur interdisent toute sécurité dans les investissements productifs. Elles les condamnent à une dépendance alimentaire dont nous avons pu voir les effets dramatiques en 2007-2008 [Trouvé 2009].

Du point de vue démocratique, le maintien des politiques mondiales et européennes en faveur d'une agriculture industrielle apparaît donc de plus en plus incohérent. Aux yeux des citoyens, le rapport de force économique totalement inéquitable est de plus en plus manifeste, et source d'une indignation grandissante [Wiliquet 2011].

## DÉMOCRATISER L'AGRICULTURE ET LE SYSTÈME ALIMENTAIRE

Qui va nourrir le monde ? Un simple détour sur un moteur de recherche suffit pour se rendre compte à quel point la question préoccupe actuellement un grand nombre d'acteurs très différents: institutions internationales, académiques, représentants politiques, secteur privé, journalistes, organisations paysannes, ONG, citoyens, consommateurs,... Rien d'étonnant, tant les enjeux qu'elle soulève sont capitaux pour la planète.

## LA RÉFORME DU COMITÉ DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE MONDIALE<sup>6</sup>

L'aggravation de la crise alimentaire consécutive à la flambée des prix agricoles internationaux de 2007-2008 a provoqué la prise de conscience, par les gouvernements, que les initiatives et politiques privilégiées par les diverses institutions internationales concernées de près ou de loin par la question<sup>7</sup> ne sont ni coordonnées, ni mises en cohérence les unes avec les autres. Et le constat ne s'applique pas uniquement à l'échelle internationale. Il n'est en effet pas rare de voir des représentants d'un même gouvernement s'exprimer de manière radicalement différente selon l'institution à laquelle ils s'adressent.

Lors du Sommet sur la sécurité alimentaire de novembre 2009, les États ont confié la responsabilité au Comité de la Sécurité Alimentaire mondiale (CSA) de définir un cadre stratégique global pour assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle de manière durable, répondant à un calendrier précis d'actions.

Le regain de crédibilité de ce comité repose pour l'essentiel sur la réforme radicale de sa structure dont le but recherché est d'en faire « la plus importante plateforme internationale et intergouvernementale traitant de la sécurité alimentaire et de la nutrition » (site de la FAO). Les différentes parties prenantes impliquées dans le système agroalimentaire mondial, dont les personnes touchées par les problèmes de la faim, ont désormais la possibilité de participer au processus décisionnel de ce comité. Si le droit de vote reste l'apanage des États membres, le monde académique, la société civile, les organisations paysannes, les institutions intergouvernementales internationales et le secteur privé sont autant d'acteurs qui seront dorénavant consultés dans la préparation et l'adoption des décisions.

Si cette réforme constitue indéniablement un pas important dans la bonne direction aux yeux des organisations paysannes, elle n'est encore entrée que trop récemment en vigueur pour en mesurer pleinement les effets.

Pour répondre à la question, la diversité d'acteurs n'est pourtant pas de mise. En effet, le processus décisionnel des politiques agricoles, commerciales, foncières, ou de toute autre politique influençant directement le fonctionnement des marchés agricoles et alimentaires souffre le plus souvent d'un très profond déficit démocratique. Certes, aujourd'hui, certains espaces s'ouvrent timidement à la participation de la société civile. Mais, ceux-ci se ferment aussitôt qu'il s'agit de prendre réellement les décisions importantes concernant notre système alimentaire.

Fort de leur immense capital financier, ceux qui tirent directement profit d'une agriculture industrielle dépensent des montants énormes pour soutenir des activités de lobby auprès de nos décideurs politiques pour peser sur toutes leurs décisions susceptibles de les privilégier vis-à-vis des producteurs et des consommateurs<sup>8</sup>. Le propos de José Bové, Vice Président de la Commission de l'agriculture et du dévelop-

pement, concernant la conférence publique du 23 novembre 2011 sur la réforme de la PAC au Parlement européen est significatif à cet égard : « *Les temps ont changé. L'Union européenne doit évoluer rapidement dans sa manière de procéder. On ne peut pas d'une part consulter largement les citoyens et d'autre part, lorsque leurs souhaits ne conviennent pas à l'industrie, leur fermer la porte au nez et poursuivre comme de si de rien n'était. Nous assistons aujourd'hui, non pas à une consultation de la société civile mais à une audition de l'agro-industrie.* » [CP Les verts-Alliance Libre Européenne 22/11/11]

En marge des dispositifs formels de décision de nos institutions politiques est pourtant apparu le principe de la Souveraineté Alimentaire qui tend à fédérer autour de lui toute une série d'acteurs qui n'ont officiellement pas voix au chapitre. Face à la logique néolibérale qui conforte le modèle de l'agriculture industrielle, il oppose celle de la nécessité de rouvrir le débat démocratique.

cratique sur le mode de fonctionnement de notre système alimentaire.

## LES ORIGINES DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

En 1996, Jacques Diouf, Directeur général de la l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) organise le premier Sommet Mondial de l'Alimentation. Face à la persistance d'une sous-alimentation généralisée et des indicateurs agricoles mondiaux inquiétants, cet événement est censé produire un électrochoc mondial pour que la question alimentaire soit réellement prise au sérieux.

De ce sommet, il ressort un projet pour le moins ambitieux : les représentants de 185 pays et de l'Union Européenne s'engagent, pour 2015, à réduire de moitié le nombre de personnes sous-alimentées<sup>9</sup>. En vue d'atteindre cet objectif, d'importants budgets sont levés et des programmes d'aides spécifiques sont élaborés. Mais, toutes ces mesures sont envisagées dans un cadre qui ne remet absolument pas en cause les préceptes néolibéraux qui prédominent dans les débats. Ceux-ci sont pourtant vivement critiqués par un certain nombre d'acteurs de la société civile mondiale qui les considèrent comme responsables du problème de l'insécurité alimentaire mondiale.

Dans ce contexte, la Via Campesina défend pour la première fois le principe de la Souveraineté alimentaire. Celui-ci est entendu comme : « Le droit des peuples et des États à déterminer eux-mêmes leurs politiques alimentaires et agricoles, sans porter atteinte à autrui. Ce droit inclut : le droit à une alimenta-

tion de qualité, culturellement appropriée ; le droit à des revenus décents où les prix agricoles couvrent les coûts de production et permettent de vivre dignement d'une activité agricole ; le droit à l'accès et à une répartition équitable des moyens de production ; le droit de protéger et de réglementer la production et le commerce agricole afin qu'ils répondent aux attentes de la société et respectent l'environnement ».

Le principe de Souveraineté Alimentaire encourage le développement de modèles alternatifs de production, de distribution et de consommation basés sur une logique différente de la logique néolibérale qui donne un rôle central aux marchés et à la libéralisation du commerce et qui considère que seuls les marchés internationaux peuvent résoudre la question de l'insécurité alimentaire.

## TRADUIRE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Depuis 1996, la Souveraineté Alimentaire a retenu l'attention d'une grande diversité d'acteurs : regroupement de producteurs, mouvements sociaux, environnementaux, ONG de développements, associations de consommateurs, activistes... Le principe est placé au cœur des discussions de très nombreux forums et de l'action de multiples réseaux<sup>11</sup>.

En 2007, différents mouvements sociaux prennent l'initiative d'organiser à Selingué, au Mali, une grande rencontre internationale des multiples acteurs mobilisés autour de la Souveraineté Alimentaire à travers le monde - le Forum de Nyeleni. Durant cinq jours, les partici-

pants vont mener un travail à trois niveaux. D'abord, l'approfondissement de leur compréhension collective de ce qui découle concrètement d'un principe comme la Souveraineté Alimentaire. Ensuite, le renforcement du dialogue et la contribution à la création d'alliances entre les acteurs des différents groupes d'acteurs et d'intérêts en présence. Enfin, l'élaboration de stratégies communes de programmes d'actions communes et le renforcement des engagements communs dans la lutte pour la Souveraineté Alimentaire<sup>12</sup>.

Au Forum de Nyeleni, il est entendu que la Souveraineté Alimentaire n'engage pas nécessairement tout le monde et partout à des luttes semblables. En fonction des réalités concrètes de terrain, les enjeux peuvent en effet être sensiblement différents. D'où la nécessité de reproduire la démarche sur chaque continent, afin de mieux identifier et renforcer les luttes spécifiques à mener pour défendre la Souveraineté Alimentaire.

En 2011, les européens sont les premiers à répondre à l'appel en organisant le deuxième forum Nyeleni en Autriche. Il faut dire que les organisations européennes sont particulièrement conscientes de l'impact négatif de l'organisation du système alimentaire européen sur le reste du monde. Mais, il ne s'agit pas uniquement de considérations pour la Sécurité Alimentaire des autres continents. Pour les participants, il est essentiel de reprendre le contrôle sur les politiques menées par leurs institutions publiques, et sur le modèle agroalimentaire qui leur est imposé. Ensemble, ils se sont donc attelés à préciser les différents combats à mener pour la Souveraineté Alimentaire au niveau européen<sup>13</sup>.

## VIA CAMPESINA



La **Via Campesina** est le mouvement international qui rassemble des millions de paysannes et de paysans, de petits et de moyens producteurs, de sans terre, de femmes et de jeunes du monde rural, d'indigènes, de migrants et de travailleurs agricoles... Elle défend l'agriculture durable de petite échelle comme moyen de promouvoir la justice sociale et la dignité. Elle s'oppose clairement à l'agriculture industrielle et aux entreprises multinationales qui détruisent les personnes et l'environnement. La Via Campesina regroupe environ 150 organisations locales et nationales dans 70 pays d'Afrique, d'Asie, d'Europe et des Amériques. En tout, elle représente environ 200 millions de paysannes et de paysans<sup>10</sup>.

## UN MOUVEMENT POUR LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Tout en servant à approfondir le projet de la Souveraineté Alimentaire, ces différentes rencontres sont en même temps l'exercice même du principe de la Souveraineté Alimentaire. En effet, si le mouvement de *La Via Campesina* a été l'instigateur de la dynamique, il devient progressivement partie pre-

## LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE NOUS CONCERNE TOUS !

« La Souveraineté Alimentaire n'est pas une proposition de réforme sectorielle destinée à ne bénéficier qu'aux producteurs d'aliments qu'ils soient paysans ou pêcheurs. Au contraire, la Souveraineté Alimentaire à des répercussions sur l'ensemble des autres secteurs de la société, en garantissant des prix décents aux paysans, elle leur permet de vivre dans leur communauté et limite l'exode vers les centres urbains ; c'est une proposition citoyenne globale qui n'aura de chance d'aboutir et d'être adoptée sur la scène internationale que si elle est activement supportée par des acteurs de la population qui ne produisent pas directement leur alimentation. »

[www.nyeleni.org]

nante d'un débat démocratique qui ne lui appartient plus, approprié par une multitude d'acteurs très différents.

Sans toujours s'exprimer d'une seule voix, ces acteurs cherchent pourtant tous à œuvrer ensemble à une modification profonde du système alimentaire mondial prédominant aujourd'hui. Les Forum Nyéléni ne participent qu'à la dynamisation d'un mouvement qui se crée progressivement au travers d'une très grande diversité de propositions concrètes, adaptées aux particularités locales et répondant aux multiples objectifs et besoins des acteurs concernés.

Le mouvement pour la Souveraineté Alimentaire existe donc bel et bien. Mais, son mode de fonctionnement extrêmement horizontal, et la grande diversité des acteurs qui le composent ne le rendent pas simple à appréhender. En Belgique, dynamisé par le dernier forum Nyéléni, ce mouvement se renforce tous les jours.

**1** Certes, en Europe du Sud ou l'Est, le phénomène d'industrialisation de l'agriculture est sans doute moins important qu'au Nord. Mais, c'est bel et bien le modèle de l'agriculture industrielle qui tend à s'imposer chaque jour davantage partout sur le continent.

**2** Voir à ce sujet : [Parmentier 2008]

**3**

[http://epp.eurostat.ec.europa.eu/statistics\\_explained/index.php/Agricultural\\_labour\\_input#Database](http://epp.eurostat.ec.europa.eu/statistics_explained/index.php/Agricultural_labour_input#Database)

**4** Synthèse de [Trouvé 2009] ; [Choplin 2008] ; [Wiliquet 2011]

**5** A ce sujet : Déclaration de Berne, AGROPOLY - Ces quelques multinationales qui contrôlent notre alimentation, Vers un développement solidaire #216, juin 2011

**6** Voir analyse Oxfam-Magasins du monde Journée Mondiale de l'Alimentation, 2011

**7** Banque Mondiale, Fond International de Développement Agricole (FIDA), Organisation Mondiale du Commerce (OMC), Programme Alimentaire Mondial (PAM), Fond Monétaire International (FMI)...

**8** Pour aller plus loin : Corporate Europe Observatory :

<http://www.corporateeurope.org/agribusiness>

**9** Si la réalisation de cet objectif avait été en bonne voie, le monde aurait compté environ 550 millions de sous-alimentés en 2009. Or, la FAO estime qu'en 2009 la barre symbolique du milliard de victimes de la faim est dépassée - 1.02 milliard, soit plus d'une personne sur sept!

**10** Une vidéo descriptive du mouvement La Via Campesina est disponible : <http://video.viacampesina.org/>

**11** Forums Sociaux Mondiaux, campagne More and Better, réseau "Notre Monde n'est pas une marchandise", manifestation contre l'OMC, Forum des ONG sur la Souveraineté Alimentaire, etc.

**12** Les informations concernant le Forum Nyeleni sont disponibles sur : <http://www.nyeleni.org/>

**13** Les informations concernant le Forum Nyeleni-Europe sont disponibles sur : <http://www.nyelenieurope.net/>

# S'ENGAGER AU NIVEAU BELGE POUR LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

En Belgique, la Souveraineté Alimentaire est aujourd'hui directement inscrite dans l'action de plusieurs acteurs institutionnalisés. La Fédération Unie de Groupements d'Éleveurs et d'Agriculteurs (FUGEA) et le Mouvement d'Action Paysanne (MAP), organisations paysannes directement membres de La Via Campesina militent aux côtés d'autres organisations agricoles et paysannes et d'organisations de solidarité internationale, les organisations d'environnement et les organisations de consommateurs au sein de la Plate-forme Souveraineté Alimentaire (PFSA). Ils défendent ensemble des positions établies collectivement et sans corporatisme, auprès des responsables politiques belges et européens et font également un travail d'information du public pour renforcer leur plaidoyer politique.

A Bruxelles, le Réseau des Acteurs Bruxellois pour l'Alimentation Durable (RABAD) ont fait du principe de la Souveraineté Alimentaire un élément fondateur de leur charte. Les différentes organisations qui le composent travaillent tous à des projets locaux visant à rendre plus durable notre système alimentaire. Les uns axent leur travail sur la sensibilisation et l'éducation des citoyens à la Souveraineté Alimentaire. Ils proposent une large gamme de plaquettes d'information, d'outils pédagogiques et de cycles d'information pour comprendre les enjeux et inciter à passer à l'action pour changer les comportements alimentaires<sup>14</sup>. Les autres développent et promeuvent des expérimentations concrètes d'alternatives alimentaires au modèle dominant du marché.

Côté Wallon, l'expérience du Réseau des Acteurs Wallons pour une Alimentation Durable (RAWAD) fonctionne sur une base similaire et rassemble tous les acteurs institutionnels qui veulent œuvrer à une « autre » alimentation.

A l'échelle du citoyen, l'inscription dans le projet de la Souveraineté Alimentaire démarre bien souvent par une modification profonde de son mode de vie et d'alimentation, et par le soutien direct ou indirect du travail que mènent les différents acteurs institutionnalisés<sup>15</sup>. Mais les citoyens qui veulent s'engager davantage sont de plus en plus nombreux. En dehors de tout cadre formel, se multiplient en effet les initiatives spontanées de modifications concrètes du système alimentaire dans lequel nous sommes.

Si susciter ce type d'initiatives reste un enjeu important dans la perspective de la Souveraineté Alimentaire, les suivre et les rendre

plus visibles l'est tout autant. Se (re)connaître entre acteurs formels et informels concourt en effet directement au renforcement du mouvement pour la Souveraineté Alimentaire<sup>16</sup>. A cet exercice, la première étape consiste sans aucun doute à reconnaître que les modes d'implications citoyennes sont extrêmement diverses et variés. A chacun de trouver sa place dans la lutte pour la Souveraineté Alimentaire.

Afin d'illustrer cette diversité, nous présentons ici le point de vue de porte-paroles de quelques initiatives citoyennes qui s'inscrivent directement dans la lutte pour la Souveraineté Alimentaire<sup>17</sup>.

## STEVEN DESANGHERE FIELD LIBERATION MOVEMENT

Steven est actif au sein du Field Liberation Movement (FLM), un col-



## A PROPOS DE LA «DESTRUCTION» DU CHAMP DE POMMES DE TERRE OGM...

Les faucheurs vont essayer de replanter le champ avec des pommes de terre saines, qui sont également résistantes au si redouté mildiou. La majorité de la population Belge ne souhaitent pas de frites ou de purée aux OGM. Nous ne nous considérons certainement pas comme des « destructeurs » ou des vandales et nous appelons chacun à se demander qui détruit quoi dans ce cas précis.

L'industrie des OGM et de l'agro-alimentaire détruit l'avenir de millions de petits paysan(ne) à travers le monde, y compris en Belgique. Ils sont directement responsables de la faim dans le monde et développe un modèle agricole qui est extrêmement nocif pour les humains et pour l'environnement. C'est cette industrie qui rend si difficile pour les agriculteurs de Wetteren de gagner leur vie, à moins de continuer à investir dans des machines et des étables plus grandes et plus coûteuses. Vers où nous allons avec ce système?

Il existe une autre vision de l'agriculture, qui est beaucoup plus viable pour le sol, pour tout le monde, et particulièrement pour les agriculteurs.

[Site du FLM]

lectif informel de citoyens de Bruxelles, de Flandre et de Wallonie, qui veulent empêcher le développement de cultures d'OGM en plein champ en Belgique<sup>18</sup>. Ils veulent contribuer à l'émergence d'un débat public sur les OGM (essais en plein champs, importations, brevets sur le vivant...).

Depuis le 29 mai 2011, le FLM a beaucoup fait couler beaucoup d'encre. Cette date avait été décrétée *Journée nationale de désobéissance civile contre les pommes de terre OGM à Wetteren*. Annoncée à l'avance aux principaux intéressés et aux médias, l'action illégale non-violente consistait à pénétrer un champ expérimental de culture de pommes de terre OGM de la KUL et de remplacer un maximum de pommes de terre génétiquement modifiées par des pommes de terre de semences biologiques, également sélectionnées pour leur résistance au mildiou, maladie qui faisait l'objet même des recherches. L'objectif était de contrecarrer l'argument des planteurs de pommes de terre OGM selon lequel l'introduction de la technologie OGM serait bénéfique pour les petits paysan(ne)s.

### GENÈSE DU PROJET

Au sein du collectif, c'est l'intime conviction que les OGM ne peuvent s'inscrire que dans un système alimentaire injuste et non-démocratique qui guide ses membres. Leur nécessité est questionable, leur développement participe d'un modèle

agricole intensif et exploiteur, rendant les fermiers du Nord et du Sud totalement dépendant d'une poignée de multinationales qui privatisent les semences pour leur propre intérêt économique, et leurs impacts sur la santé, le climat, la biodiversité et l'environnement est loin d'être négligeable. Bref, les OGM constituent clairement une menace à la Souveraineté Alimentaire.

Ne participant pas de l'intérêt général, les OGM se développent malgré tout. Pour Steven, cela s'explique par l'inscription de notre société dans un modèle néolibéral qui exerce une violence très forte sur les individus, mais de manière totalement invisible. Le maintien de ce système est, selon lui, en grande partie le fait d'autorités morales qui façonnent l'opinion des gens : écoles et universités, partis politiques, médias, syndicats, ONG,... Si ces institutions reconnaissent parfois explicitement l'existence de certains problèmes inhérents au modèle, elles préfèrent maintenir, faute de courage, une certaine forme de statu quo, consensus mou permettant à la société de continuer à vivre malgré tout. Dans un tel cadre, le débat est souvent cadencé et les perspectives d'évolutions du modèle, tributaires du bon vouloir de ces différentes institutions.

*Leur approche, c'était de nous inviter à discuter autour d'une table autour de nos différents arguments et de tenter de nous convaincre. Et,*

*même si nous n'étions pas convaincus, ils nous avaient même proposé un champ où nous pouvions arracher symboliquement quelques patates sans trop gêner personne. Nous avons refusé et avons affirmé que nous allions sur les champs expérimentaux ! [...] Là où nous allions, à Wetteren, se trouvaient les patates les plus chères du monde ! On les a obligés à créer leur forteresse !*

Pour le FLM, une action de désobéissance civile non-violente a le mérite de rendre visible et palpable l'injustice maintenue dans notre société, et d'obliger les autorités morales à s'impliquer et prendre part à un débat réellement démocratique. Donnant un visage à l'oppression, celle-ci ne peut plus être ignorée, et oblige les différentes composantes de la société à réagir.

*Nous considérons que les éventuelles conséquences pénales pèsent moins lourd que notre devoir civique de protéger notre écosystème et notre société de ces expériences à haut risque qui ne servent qu'à augmenter le profit de quelques entreprises.*

Il ne s'agit donc pas de désobéir pour désobéir, mais bien de se ré-appropriation l'initiative et le débat. L'action Wetteren s'inscrit en fait pleinement dans le cadre d'une stratégie délibérée de campagne, préalablement réfléchie, et toujours en cours pour le moment...

### FAIRE MOUVEMENT POUR LA SOUVERAINÉTÉ ALIMENTAIRE

Le collectif FLM est composé de personnes très déterminées, mais paradoxalement très peu nombreuses : tout au plus 20 à 30 personnes, et seulement 5 qui acceptent aujourd'hui de prendre régulièrement la parole en leur nom. Mais, le jour J, ce sont près de 200 personnes qui ont rendu l'action possible !

En outre, l'action du 29 mai à Wetteren ne se limite pas uniquement à la neutralisation du champ de pommes de terre OGM. Différents acteurs n'y prenant pas part étaient aussi présents pour animer des débats, informer sur les alternatives et partager leur savoir-faire. Ont été organisés un marché fermier, une



bourse aux semences, des ateliers cuisines,...

Pour Steven, rien de tout cela ne pouvait être planifié à l'avance. La logique du collectif n'est pas de statuer, décider, gérer, comme pourraient le faire une plateforme d'ONG, mais d'ouvrir et proposer des espaces d'action ouverts à tout groupe ou personne qui souhaite y prendre part. Les choses se sont donc auto-produites avec le temps, sur base d'un projet pas trop explicite et cadré à la base. Ainsi, si une multitude d'acteurs très différents ont été préalablement informés qu'il y allait avoir quelque chose, personne n'était en mesure de dire ce qui allait ressortir de ce processus collectif. Chacun était libre d'apporter sa contribution à l'évènement en fonction de sa sensibilité et ses aptitudes.

*Les clowns, en canalisant la tension du moment, ont été extrêmement importants pour la réussite de notre action. Mais, ils étaient parfaitement autonomes. Ils étaient là où ils sentaient qu'ils pouvaient être utiles. Personne ne leur disait ce qu'ils devaient faire. [...] C'est ce qui désoriente totalement la police qui s'imagine toujours que nous sommes intégrés dans une structure hiérarchique !*

Pas tellement besoin de coordination. Tout fonctionne selon une logique presque organique, chacun trouvant spontanément sa place dans ce qui semble constituer un mouvement voulant aller dans le même sens. Steven identifie deux

clés essentielles qui expliquent le succès de cette action : la *confiance* et le respect de la *diversité*. Tout part de la *motivation intrinsèque* des gens : ils ont envie de faire part de cela parce qu'ils sentent que cela fait sens par rapport à leurs *convictions*. Pas besoin d'être d'accord sur tout, ni de convaincre de faire quelque chose. Tenter d'arriver à un consensus sur tout et de forcer l'action, c'est éroder la force-même du mouvement qui tient en son caractère profondément démocratique.

*Notre action, c'était un appel à la formation d'un mouvement. Nous nous sentions unis par des objectifs partagés. [...] Mais personnellement, je ne voudrais pas tomber dans le piège d'assumer que ce mouvement a une seule voix, une seule grille d'analyse !*

## EFFETS PRODUITS

L'effet prévisible de ce type d'action ne s'est pas fait attendre. Le collectif avait en quelque sorte soigneusement organisé son propre lynchage : la police a réagi brutalement et les autorités morales ont directement et fermement condamné leur action. Agissant de la sorte, elles ont été contraintes de faire apparaître publiquement le statut quo dont elles se portent garantes.

*En 2 jours, nous sommes apparus comme les ennemis publics #1. C'est incroyable comme tout le monde nous haïssait. Les partis po-*

*litiques, les syndicats, universités et la plupart de la presse. Nous étions devenus des extrémistes, des terroristes...*

Le lendemain, Barbara Van Dyck, doctorante à Katholieke Universiteit Leuven (KUL) à été licenciée de son université pour avoir publiquement soutenu l'action. Rapidement étiquetés d'anti-démocratiques, les porte-paroles du FLM étaient automatiquement devenus des personnes dénuées de bon sens, infréquentables et condamnables pour avoir osé enfreindre la loi et détruit le fruit de recherches scientifiques de plusieurs années. Les activistes étaient même directement portés responsables des blessures occasionnés par l'opération, pourtant résolument non-violente<sup>19</sup> !

Le collectif FLM ne s'émeut pas de ce type de réactions premières, qui participent directement au maintien du « statu quo », qui rassurent les citoyens ordinaires. Comme le souligne Steven, ce qui importe, c'est de toucher des *minorités critiques* qui vont être interpellées par la violence symbolique et physique déployée pour condamner leur action. Le but, c'est de les renforcer dans leurs propres *convictions* et les pousser à réagir à leur tour. Agissant sur une majorité indécise, c'est leur opinion forte qui peut à peu fait fortement évoluer les choses.

*C'est un peu comme quand un membre dans une famille a résolument pris le parti de manger bio. Il agit en permanence comme du poil à gratter vis-à-vis des autres en les obligeant à se questionner, se justifier. Et au bout du compte, tout le monde fini par manger bio, reproduisant ses propres arguments !*

En l'occurrence, ici, l'opération a parfaitement fait mouche ! Au sein même des autorités morales, les questionnements du collectif ont interpellé des membres qui n'étaient pas d'accord. Alors que la direction de la KUL campe sur sa décision vis-à-vis de Barbara Van Dyck, différentes personnalités académiques de la Belgique toute entière la remettent ouvertement en question. Les scientifiques plus critiques quant aux dispositifs de recherche actuels créent le mouvement *Slow Science* qui veut obtenir une réorientation des priorités

de recherches scientifiques. Ce mouvement perturbe l'entrée académique 2011-2012 en manifestant devant tout le corps professoral. Un collectif de citoyens se met en place et soutient Barbara Van Dyck dans un procès très médiatisé pour faire valoir ses droits – n'ayant pas pris part à l'action de désobéissance civile, elle n'a sur le plan légal rien à se reprocher<sup>20</sup> !

Cette « dissidence » au sein du monde académique ne manque pas à son tour d'attirer les médias, surtout néerlandophones, qui s'autorisent à débattre du sujet et à questionner ouvertement la pertinence de l'action de désobéissance civile. Les articles de presse et les émissions se multiplient, ce qui ne manque pas d'alimenter le questionnement de nouvelles personnes. Le collectif FLM est, depuis lors, sollicité en permanence pour alimenter la réflexion d'un nombre toujours plus important de citoyens qui veulent en savoir plus.

*Il est impressionnant de voir combien d'études et d'analyses ont été faites sur les OGM et l'agro-industrie. C'est en nette explosion par rapport à ce qui était produit les années précédentes. Écrivains, professeurs, étudiants,... tout un ensemble de personnes qui, maintenant, font des liens entre OGM-Agro-industrie-Faim dans le monde ! [...] 2-3 fois par semaine, nous intervenons maintenant dans les débats. Je reviens tout juste de la VUB et je me rends maintenant au MO-Théâtre !*

## RELATIONS AVEC LES AUTRES ACTEURS DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Difficile pour Steven de résumer la Souveraineté Alimentaire en quelques mots. Ce qui est par contre clair, c'est que le principe vise à reconnecter l'homme à son environnement pour satisfaire durablement ses besoins alimentaires, et à concevoir la transaction économique dans une logique de justice. Il induit par là un changement de paradigme fondamental : il est essentiel de pouvoir laisser les gens décider par eux-mêmes ! Face à un modèle néolibéral d'organisation de notre système alimentaire, il y a une pluralité des possibles...

Cette diversité est certes difficile à comprendre, mais elle constitue la composante essentielle de la Souveraineté Alimentaire.

Dans cette perspective, il y a lieu d'être enthousiaste face aux multiples initiatives de citoyens et d'organisations qui s'efforcent de proposer des pistes d'alternatives concrètes permettant de modifier peu à peu notre système alimentaire, de recréer de la cohérence dans notre manière de vivre. Ce qui importe, ce n'est pas tant d'être d'accord sur tout, mais d'être en processus de réappropriation de sa capacité d'agir. Dans le respect de cette diversité, tout acteur, institutionnalisé ou pas, a réellement une place à prendre.

Le reproche que Steven fait à l'encontre de certaine ONG, c'est précisément de jouer la carte du consensus. Trop souvent tentées de jouer dans le jeu du rapport de force, tel un syndicat, elles ont la fâcheuse tendance à vouloir se poser en acteurs légitimes pour représenter l'ensemble du mouvement pour la Souveraineté Alimentaire comme s'il s'agissait d'un bloc monolithique, mu par un seul et même plan de revendications. Steven y voit alors une véritable instrumentalisation du principe de la Souveraineté Alimentaire qui, non seulement est infructueuse, mais porte précisément atteinte à la créativité des divers acteurs qui composent le mouvement. Agissant de la sorte, les ONG deviennent des autorités morales parmi d'autres...

*Certaines ONG marchent dans le jeu de la table multistakeholder qui finit par annihiler le propos radical qui est défendu au dehors. En faisant cela, nous ne faisons que provoquer du changement à la marge. Mais sur le fond, rien ne change réellement ! [...] Quand une ONG m'interpelle sur ma prise de position, me disant que j'ai grillé leur carte de leur propre plan d'action, j'ai bel et bien l'impression qu'on ne peut pas s'entendre. Je n'ai pas de leçon à recevoir des ONG sur la radicalité de mon message. [...] Les ONG m'ont personnellement déçu à propos des OGM. Elles donnent l'impression qu'elles ont abandonné le combat, qu'elles ne peuvent plus que s'en accommoder. [...]*

## INTERAGIR

Ne pas chercher le consensus ne signifie pas relativisme et refus de s'impliquer concrètement dans un processus décisionnel. Comme le souligne Steven, c'est en fait tout le contraire : la désobéissance civile, c'est avant tout la recherche de dialogue, mécanisme privilégié du changement. Toutefois, le dialogue est entendu ici comme la possibilité de convaincre un autre acteur de ne pas participer au maintien du « statu quo », de lui laisser entrevoir que les choses pourraient fonctionner autrement. Pas question ici de légitimer le propos d'un protagoniste du système, ni de tenter d'arriver à un compromis.

*Je crois à la vertu des échanges autour d'une table, tout en étant clair par rapport à ses propres objectifs. [...] Mais, devons-nous en tant que participant arriver à un certain consensus et stratégie pour interpeller les uns, ou pouvons-nous simplement nous satisfaire d'avoir créé un espace, un débat avec les principaux protagonistes sur la place des OGM à l'université ?*

A ce jeu, le collectif FLM ne cherche pas à se substituer à la place des acteurs directement concernés par les processus de décision. Au contraire, le dialogue qu'il peut entretenir avec les tenants du pouvoir vise précisément à les renforcer dans les perspectives de changements qu'ils proposent.

*Ce qui se joue, c'est que le mouvement que nous formons veut se positionner en faveur des mouvements populaires dans le Sud. Mais, il n'est pas question de prendre position pour eux, car ils savent très bien ce qu'ils veulent !*

## EXPÉRIENCES APPARENTÉES

1. Reclaim the fields : <http://www.reclaimthefields.org/fr>
2. Le Collectif des faucheurs volontaires
3. Le Collectif Artivists : <http://www.collectifartivist.be/>
4. Le mouvement des déchetariens
5. Les désobéissants : <http://www.desobeir.net/>
6. <http://www.kokopelli-be.com/>

## ANAÏS LE TROADEC LE REZO

Anais est coordinatrice du réseau des Groupe d'Achat Solidaire de l'Agriculture Paysanne (GASAP) – Le REZO. Cette structure indépendante coordonne les GASAP bruxellois et favorise la création de nouveaux groupes.

Un GASAP est un groupe de citoyens qui s'associent directement avec un producteur paysan pour acheter de façon régulière et à long terme, et ce en circuit-court, de quoi se nourrir en produits de saison de qualité. Cela peut-être des légumes, mais aussi des fruits, du fromage, etc. Le lien direct entre consommateurs et producteurs est considéré comme primordial. Cette exigence se traduit par l'existence d'une charte dans laquelle les deux parties s'engagent à respecter certains principes (sociaux, environnementaux et économiques) en lien avec une agriculture durable à petite échelle, les circuits courts et la solidarité mutuelle. Chaque nouveau groupe de consommateurs qui se forme signe ainsi un contrat avec des producteurs les engageant à se fournir périodiquement une certaine quantité de produits à prix et qualité constant pendant une année. Cet engagement sur le long terme permet de la sorte un partage du risque entre producteurs et consommateurs.

### GENÈSE DU PROJET

S'inspirant de démarches similaires dans d'autres pays<sup>21</sup>, le premier GASAP est mis sur pied à Ixelles en 2006 par des membres du *Début des Haricots*, organisation sans but lucratif à peine créée et dont l'objectif principal est de sensibiliser les citoyens aux problématiques environnementales telles la pollution et les dérives du système industriel avec une attention particulière accordée au thème de l'alimentation.

Le but est de favoriser une économie locale et de faire en sorte que le producteur soit le principal bénéficiaire de la vente de ses produits. Le GASAP constitue une alternative à la grande distribution et aux circuits industriels qui se répartissent la valeur ajoutée des produits agricoles sans aucune considération pour le producteur lui-même.

Très vite, les principes de convivialité et d'autogestion, à la base du projet, séduisent un grand nombre de citoyens et de producteurs. En 2009, une quarantaine de GASAP sur Bruxelles et ses environs existe déjà, soit près de 1000 ménages, 3000 personnes concernées. Et les demandes d'inscription affluent en grand nombre. Avec l'aide du Début des Haricots et des bénévoles en réseau, un dossier a été déposé pour une demande de subvention pour financer un poste de coordination pour pouvoir mieux gérer le développement des GASAP.

### FAIRE MOUVEMENT POUR LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

D'après Anais, les citoyens qui s'inscrivent dans la démarche du GASAP sont essentiellement des personnes qui ont le luxe de penser autrement ! En affirmant cela, elle pointe du doigt que l'aisance économique n'est pas nécessairement le facteur déterminant pour s'inscrire dans un GASAP. Anais souligne d'ailleurs qu'il est faux de croire que les produits échangés au sein d'un GASAP coûtent plus chers que dans les circuits de distributions alimentaires conventionnels. En réalité, à qualité identique, c'est bien souvent tout le contraire, ce qui fait que l'alternative est quasiment à la portée de tous ! Ce qui importe vraiment, ce sont surtout les prédispositions de certaines personnes à être plus conscientes que notre système alimentaire ne fonctionne pas bien et à vouloir fonctionner autrement : niveau d'éducation et d'instruction, réseaux sociaux, etc. La question économique n'est toutefois pas toujours à négliger : la priorité pour certains, et c'est parfois bien compréhensible, c'est de manger à moindre frais, quitte à consommer des produits de piètre qualité.

*Aujourd'hui, le consommateur est complètement perdu. Tu vas au Lidl, qui te vend de la nourriture à très bas prix, et tu vois dans le parking des immenses 4x4. Les gens n'ont plus la vraie notion des choses. Ils ne savent plus la vraie valeur de l'alimentation. Mais, derrière, cela veut aussi dire que la base même de l'économie est totalement faussée !*



S'alimenter autrement ! Au-delà de ce dénominateur commun entre tous les membres d'un GASAP, les motivations de chacun sont multiples et variées : manger sain, local ou bio, économiser, aider un producteur, tisser des liens avec des gens de son quartier, réduire son empreinte écologique, lutter contre la grande distribution, éviter de faire des courses, dynamique de groupe, recherche de variétés dans les fruits et légumes, volonté de retour à la terre, de se réappropriier les choses, etc. Bref, une grande hétérogénéité existe au sein de ces groupes.

*Même si tu ne viens dans un GASAP juste pour acheter des paniers, le fait de t'engager pour un an, c'est déjà aller au-delà de l'achat. Ça veut dire que tu vas être solidaire de ton producteur. Été comme hiver, tu vas accepter les aléas de saisons, les maladies, payer pour des paniers dont le contenu est variable dans le temps, etc. Tout cela, tu l'accepte en tant que consommateur. On dépasse par là, la valeur marchande du panier et c'est plus un échange.*

Cette diversité au sein du GASAP alimente la réflexion du groupe, et fait évoluer peu à peu chacun de ses membres dans sa façon de penser, de concevoir les choses. Engagés sur une certaine période à organiser ensemble la distribution de produits paysans, ils apprennent des uns et des autres, complètent leur propre perception des enjeux de société liés à leur consommation. De chaque groupe émerge ainsi une conscience collective forte et durable.

*Le GASAP, c'est aussi un passage pour apprendre, pour changer et évoluer. Quelqu'un qui a consommé dans un GASAP ne consommera jamais plus comme avant, même s'il arrête et qu'il en a marre. Quand on a pris conscience de certaines choses, c'est gagné ! Même si cela ne s'applique pas dans la vie de tous les jours... Et cette conscience est aussi durable parce que les gens ont des enfants, récepteur de ces messages.*

Le secret du GASAP, selon Anaïs, c'est la durée. Une dynamique de groupe, un processus de réflexion qui évolue, ça ne se décrète pas, ça se vit ! La confiance, l'expérience, la maturité et les contacts interpersonnels sont des composantes essentielles pour constituer un groupe solide qui ne s'acquiert qu'avec le temps. Alors que les groupes créés artificiellement s'épuisent rapidement, les groupes solides tendent parfois à vouloir s'inscrire dans des démarches encore plus solidaires.

*Dans mon groupe, à la porte de Namur, tout a commencé il y a 2 ans avec Hervé Léonard. Il est à toutes les permanences. Comme Karel, ce n'est plus un producteur, c'est un ami, c'est fort. Et il est en train de nous proposer un projet totalement utopiste où le consommateur va devoir encore s'engager plus, payer plus et recevoir moins. Il faudrait acheter une part sociale d'une coopérative. Les paniers seront plus petits... Et tout le monde va suivre, ou quasi tout le monde !*

L'objectif du REZO, ce n'est donc pas de faire du chiffre, mais de redonner à des citoyens la capacité de reprendre la main sur leur alimentation. Force est pourtant de constater qu'il y en a de plus en plus de GASAP qui se forment à Bruxelles – il y a actuellement près de 500 personnes en attente en permanence, malgré la création de nouveaux groupes ! Un phénomène qui traduit bien une prise de conscience des dysfonctionnements de notre système alimentaire pour un nombre de plus en plus important de consommateurs. Ces derniers sont de moins en moins dupes vis-à-vis des solutions qui leur sont proposées. Bref, le REZO s'inscrit dans un contexte de changement de la société plus global.

*Un grand nombre de consomma-*

*teurs veulent s'inscrire un mode de distribution plus engagé. Quand on voit la liste d'attente du REZO, et qu'on regarde la motivation des gens, il y est souvent fait mention du fait que le système de paniers plus traditionnels ne convient plus, qu'il y a volonté d'aller plus loin. [...] Moi, le gars qui achète depuis 10 ans son assortiment bio chez Delhaize et qui veut aller plus loin peut aller dans un GASAP... Ça fait partie d'une évolution. Cela peut aller plus ou moins vite en fonction des personnes et de leurs réseaux de connaissances.*

## EFFETS PRODUITS

Affranchis des traditionnels circuits de distribution, les producteurs paysans ne doivent plus composer avec les exigences d'intermédiaires exigeant tous leur part sur le prix payé par les consommateurs. Certes, ils doivent dorénavant assumer de nouvelles choses – acheminement des produits, proposer des recettes, réunion avec les consommateurs, etc... Mais, ils retrouvent de nouvelles marges de manœuvre pour négocier le prix de leur production, ce qui leur permet tout simplement de pouvoir en vivre décemment. Entrer dans un GASAP, c'est concrètement promouvoir des emplois agricoles paysans.

*Tout le monde nous bassine avec la pénurie de producteurs. Mais nous, on n'arrive pas à suivre ! On est obligé de refuser des gens. On en a trop de producteurs ! Il y a les jeunes qui s'installent. Et beaucoup de producteurs qui sont en conversion vers des modes de productions biologique et/ou vers de nouveaux modes de distribution. Bref des gens qui en ont marre de se casser le cul à produire bien et qui n'en retirent aucun résultat financier derrière. Et ceux qui produisent des paniers bio traditionnels ont aussi tendance à se rediriger vers les GASAP parce qu'ils disent que l'été c'est une catastrophe, ils ont un surplus de paniers énormes qu'ils ne parviennent pas à gérer.*

D'emblée, la logique économique assumée par les consommateurs s'inscrit dans une perspective nouvelle, alternative au mode de fonctionnement néolibéral. Préfinancement, perte de maîtrise de la composition du panier, res-

ponsabilités partagées à propos de la distribution des produits, discussion autour du prix juste, etc : le consommateur n'est plus roi en son pays. Entrer dans un GASAP, c'est sortir du capitalisme, construire une économie solidaire !

Imagine qu'au sein du groupe, un emploi soit créé. C'est quelque part entrer dans un système que nous ne défendons pas et c'est se mettre la corde au cou. Dans ce cadre là, on va rentrer dans une logique de devoir vendre plus pour pouvoir payer. Donc, je dois rentrer dans un système où je vais devoir penser croissance, vendre plus cher, faire plus de marges. Donc, diminuer la marge des petits producteurs. Et plus je vais vendre, plus je vais avoir de boulot. Donc je vais devoir embaucher, etc. Et puis on ne s'en sort pas !

Dans cette perspective, le GASAP dynamise une réflexion plus globale qui ne se limite pas à la transaction économique concrète. C'est bien plus qu'un panier. Le groupe est un véritable vecteur d'idées nouvelles sur l'organisation de la société qui amènent de plus en plus d'acteurs à s'y intéresser. Rien d'étonnant que le REZO soit donc de plus en plus sollicité pour participer à des débats publics locaux, car son action fait réfléchir et bouscule les idées des gens.

*Les GASAP sont super intéressants pour les communes. Ils participent d'une dynamique de quartier. Et il y a bientôt les élections 2012. Alors là, elles nous appellent soudainement toutes...*

## RELATIONS AVEC LES AUTRES ACTEURS DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE<sup>22</sup>

La Souveraineté Alimentaire est un principe qui est loin d'être connu de tous les membres des GASAP. Anaïs, elle-même, ne l'a découvert que lorsqu'elle a pris en main la coordination du REZO. Mais, il lui semble fondre complètement dans la philosophie des GASAP. Pour elle, la Souveraineté Alimentaire ne fait que conceptualiser ce que les GASAP font dans les faits : reprendre concrètement le contrôle sur ce que nous mangeons et promouvoir une économie locale au service des

gens, pas des intérêts de multinationales...

Historiquement, le principe est pourtant connu et directement inscrit dans le projet de l'ASBL *Le Début des Haricots* qui a été l'initiatrice des premiers GASAP. Pour l'organisation, l'alternative participe d'une dynamique plus générale de multiples initiatives de circuits courts, portées par différents acteurs, qui vont toutes dans le même sens<sup>23</sup>. Bien qu'ils ne soient formalisés nulle part, les liens entre ces différentes initiatives et organisations sont évidents.

Dans les faits, la relation qu'entretient le REZO avec l'ASBL *Le Début des Haricots* a du être clarifiée à la demande insistante de certains de ses membres. Une grande partie d'entre eux est en effet particulièrement attachée au mode de fonctionnement souple et autogéré des GASAP, et veut éviter à tout prix la formalisation de liens spontanés qui s'établissent entre les groupes et avec d'autres acteurs agissant pour la Souveraineté Alimentaire. Maître de sa propre évolution, la connivence du REZO avec l'ASBL *Le Début des Haricots* reste malgré tout très forte.

Cette volonté d'indépendance, qui semble constitutive de l'identité des groupes, et qui se forge autour des modes de consommation alternatifs non-institutionnalisés, est très présente au sein du REZO. Il collabore volontiers dans des espaces informels et avec des acteurs non-institutionnalisés, et se reconnaît totalement dans les modes d'actions que ces derniers proposent. A contrario, il est réticent à participer à des réseaux formalisés, tel que le RABAD ou le RAWAD. Et si le Rezo collabore étroitement avec des associations environnementales, de défense de l'agriculture biologique ou paysanne, ainsi que des syndicats ou autres organisations actives dans le domaine, cela ne débouche encore sur aucun vérifiable projet commun.

*Le RABAD me semble fort institutionnalisé. On sent que le pouvoir subsidiant est là. Je crois plus à l'établissement de rencontres interpersonnelles possibles via ce type de structure que à la pertinence de leur action. Par contre, c'est pour moi plus des plateformes comme le*

**Réseau pour le Soutien à l'Agriculture Paysanne** [réseau d'acteurs très actifs totalement informel] qui me parlent : des initiatives citoyennes et associatives, la volonté d'être ensemble et de faire des projets ensemble, pour moi, c'est super constructif. Chaque lien établi avec ces autres acteurs te fait réaliser que tu n'es pas tout seul, te fait sortir la tête de ton recentrement sur toi, prendre pas mal de hauteur par rapport à mon boulot au quotidien.

Au départ totalement informel, le REZO n'échappe cependant pas au processus classique d'institutionnalisation, propre à de nombreuses initiatives citoyennes qui prennent une certaine ampleur. D'une part, cela répond au besoin du mouvement bénévole de plus d'efficacité et de facilité, dépassé par l'enthousiasme de nouvelles personnes voulant y prendre part. D'autre part, l'octroi de fonds publics pour soutenir la démarche exigeait un minimum de gestion et une coordination plus structurée.

*Quand l'ancien coordinateur, Alexandre, est arrivé en 2009, le REZO devait être à 10-15 groupes. Puis, quand il était là, il est passé à 30 groupes. Et puis, cela a continué à augmenter et les bénévoles ont été soulagés par l'arrivée d'un responsable, même s'il n'était pas indispensable. Ils se seraient épuisés je pense. Et, en plus, le fait d'avoir un salarié a permis d'avoir de nouveaux bénévoles. Parce qu'on est aussi là pour lancer les initiatives, ce que les bénévoles n'avaient pas le temps de faire. [...] Vu comme le REZO grandit, je crois que la professionnalisation était devenue important parce qu'on a quelque part besoin d'être plus efficaces. Par exemple, dans le processus de création des groupes. Cela ne veut pas dire qu'il doit aller plus vite. Mais, cela veut dire avoir une certaine trame de création. Et pour voir optimiser les outils.*

Si cette institutionnalisation récente permet le développement et participe à l'organisation journalière des GASAP, elle est également souhaitée par le REZO qui souhaite être plus présent et reconnu dans certains débats publics qui porte sur le développement de l'agriculture paysanne. Le REZO veut faire connaître et promouvoir les valeurs véhiculées

dans les différents groupes, et se positionner publiquement. Au sein de l'ASBL, un tout récent groupe idéologique a pour mission d'identifier les combats sur lesquels le REZO sera dorénavant présent.

*Oxfam a été présent lors de la crise du lait. C'est précisément un truc que les GASAP n'ont pas réussi à faire. [...] Ce qui s'est passé à la dernière AG, c'est la constitution d'un groupe idéologique, plus politique qui va devoir réfléchir sur quoi nous devons être présent. Evaluer la pertinence de certains partenariats militants. Je crois que ce qui a motivé sa constitution, c'est la PAC qui va sortir. A ce sujet, nous faisons aussi partie du réseau URGENCI avec qui on représente bien une centaine de milliers, voir un million de consommateurs européens.*

A ce stade, le REZO en est toutefois à ses premiers balbutiements. Il a été pour la première fois sollicité pour signer un texte en faveur d'une autre PAC plus solidaire, plus juste, plus éthique, plus humaine. Progressivement, il s'imprègne du travail encore largement méconnu réalisé par la Plateforme Souveraineté Alimentaire (PFSA), faute d'y voir son intérêt direct.

## INTERAGIR

Depuis quelques années, les circuits courts connaissent une expansion fulgurante dans les pays industrialisés. Le phénomène n'est pas sans attirer l'attention d'un nombre grandissant d'acteurs très différents, tous n'étant pas nécessairement inscrit dans une logique de promotion de l'agriculture paysanne. Certains projets s'inscrivent au contraire clairement dans une récupération par les acteurs dominants de la chaîne alimentaire.

*Il y a même des picnic bio bling bling qui vont voir le jour et qui auront lieu tous les dimanches. Le mec qui veut organiser cela est lui-même très bling bling. Il veut que cela brille. Il a fait un appel d'offre pour réaliser les paniers... Et c'est Delhaize qui a répondu ! Danone a des paniers bio maintenant ! Carrefour a lancé plusieurs initiatives test dans certaines régions où les fruits et légumes vendus sont dans un rayon de 30km. Le circuit court, cela devient mainstream.*

L'institutionnalisation progressive du REZO n'est pas étrangère à ce phénomène. Bien que ne se sentant pas menacé par ce développement – les gens ne sont pas dupes ! – le besoin de clarification se fait tout de même ressentir. Les membres des GASAP souhaitent en effet éviter tout amalgame entre ce qu'ils proposent et le reste. Soucieux de ne pas voir ce nom récupéré par d'autres, les noms « groupe d'achat solidaire pour une agriculture paysanne » et « groupe d'achat solidaire » sont enregistrés comme une marque déposée dont l'utilisation est sujette au respect de la charte du REZO.

Le REZO s'institutionnalise également pour mieux défendre les intérêts des différents GASAP vis-à-vis d'acteurs extérieurs pouvant potentiellement peser sur leur développement. L'Agence Fédérale pour la Sécurité de la Chaîne Alimentaire (AFSCA), suscite par exemple certaines inquiétudes quand aux types de règles qu'elle pourrait vouloir leur imposer à l'avenir.

Pour le moment, l'AFSCA ne peut pas nous attaquer. Mais, ils vont y arriver parce que le circuit court se développe à fond et qu'ils n'ont aucune maîtrise là-dessus. Ils ont déjà sorti une brève il y a un an que tout membre d'une association de fait devait se déclarer. C'était une attaque un peu bidon, mais qui nous a quand même fait vachement peur. Et de toute façon, ASBL ou pas, isolés, l'AFSCA sait que le circuit court se développe et vont trouver des moyens pour attaquer. Et le fait d'être constitués en REZO nous donne plus de force pour contre-attaquer.

La posture du REZO ne se décline toutefois pas uniquement sur la défensive. Son développement est généralement positivement perçu par l'acteur public local. L'institutionnalisation du REZO est pour lui gage de crédibilité et de sérieux dans l'appréciation de la démarche. Partant, ce sont avec eux de nombreux projets locaux qui sont rendus possibles.

*On a plusieurs expériences concluantes là-dessus : un GASAP qui appelle la commune de Saint-Gilles pour avoir un local et qui n'a rencontré que des portes closes. Et nous, quand on appelle, tu sens*

*qu'on nous prête une oreille bien différente. Ils sont politiques, ils ne sont pas cons ! C'est important de bien se faire voir. Donc oui, bien évidemment que cela joue. Mais après, c'est à prendre avec des pincettes parce que cela sent la récupération politique. [...] Mais, oui, c'est un peu un rêve. Je suis par exemple en contact régulier avec le CPAS de Saint-Gilles pour discuter circuits court avec eux.*

## EXPÉRIENCES APPARENTÉES

1. Wallonie : Groupes d'Achats Communs/Solidaires  
<http://www.natpro.be/>
2. Flandres : Voedselteams  
<http://www.voedselteams.be/>
3. Coordination internationale des initiatives d'Agriculture Soutenue par la Communauté<sup>24</sup> URGENCI :  
<http://www.urgenci.net/>
4. Vente directe à la ferme et marchés paysans

## SÉBASTIEN KENNES LE JEU DE LA FICELLE

Sébastien est coordinateur et animateur au sein de *Rencontre des Continents*, une association d'éducation à l'environnement et au développement. Dans le cadre de ses formations et animations, il a régulièrement recours au *jeu de la ficelle*.

Il s'agit d'un jeu interactif qui

permet de représenter par une ficelle les liens, implications et impacts de nos choix de consommation. Il offre un éclairage sur les relations entre le contenu de l'assiette moyenne du Belge et diverses problématiques comme la qualité de l'eau, la dette extérieure d'un pays du Sud, la malnutrition, le réchauffement climatique ou les conditions de travail d'un ouvrier au Costa Rica.

A partir de la thématique de l'alimentation, le jeu révèle des liens indissociables entre les sphères économique, sociale, environnementale et politique de notre société. Il souligne également l'interdépendance entre les différentes populations de la planète face au phénomène de la globalisation et du tout-au-marché. Ce jeu permet par là de mieux comprendre les liens du système dans lequel nous vivons, de mieux se positionner, et d'ouvrir des perspectives d'actions individuelles ou collectives.

Des thématiques telles que la solidarité, la globalisation, l'écologie, la consommation responsable, la souveraineté alimentaire... sont ainsi abordées à partir d'un acte quotidien tout simple : acheter de la nourriture.

### GENÈSE DU PROJET

Le jeu est fondé sur une démarche transdisciplinaire. Il est conçu pour relier différents processus d'éducation ou de sensibilisation à l'attention de différents types de publics : éducation formelle, édu-



cation permanente, organisations de jeunesse, monde associatif dans son ensemble et public plus large.

Créé initialement par Daniel Cauchy, systémicien et formateur, le jeu de la ficelle a été expérimenté durant près de dix ans avec différents publics alors qu'il existait à l'état de prototype.

Ce jeu de la ficelle est aujourd'hui actualisé, enrichi et finalisé grâce aux apports de 12 organisations appartenant à des domaines d'action très diversifiés : formation, coopération au développement, recherche scientifique, action syndicale, promotion de la santé, défense de l'environnement, agriculture paysanne... Une collaboration transdisciplinaire nécessaire afin d'aborder la société contemporaine et la thématique de la consommation sous l'angle de l'approche systémique.

Décloisonner les disciplines, créer des synergies entre les acteurs, actualiser et enrichir les informations à partir de l'expertise de chaque organisation, tels ont été les défis qui ont fondé et jalonné la réalisation de cet outil.

## FAIRE MOUVEMENT POUR LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

D'emblée, Sébastien souligne que le jeu de la ficelle n'est absolument pas neutre, et s'inscrit directement dans une logique de promotion du principe de Souveraineté Alimentaire. L'outil permet de dénoncer des problèmes et de faire comprendre certains enjeux-clés du fonctionnement de notre système alimentaire. Mais, il a surtout pour vocation de faire en sorte que les personnes se réapproprient la question de la Souveraineté Alimentaire, en deviennent des acteurs à leur tour.

Fruit d'un travail collectif, le jeu de la ficelle n'appartient en réalité à personne. Il est mis gratuitement à la disposition de tout le monde, avec pour objectif de servir de support à tous ceux et celles qui veulent promouvoir la Souveraineté Alimentaire autour d'eux, parler des initiatives concrètes allant dans ce sens et mettre des citoyens en action autour des enjeux liés à l'alimentation. Le jeu est par ailleurs

toujours perfectible, au gré des utilisations et des publics auxquels il s'adresse.

Tout acteur qui, à son tour, s'approprie le jeu de la ficelle devient à son tour démultiplicateur du projet de Souveraineté Alimentaire. Educateurs, animateurs, formateurs, enseignants, étudiants, etc. peuvent potentiellement susciter à leur tour des projets citoyens concrets de reprise en main de son alimentation. Cela donne lieu à des expériences tout à fait originales, telles que celle de Sébastien Meyer, qui a décidé de réaliser un grand voyage, emportant avec lui le jeu de la ficelle pour le tester à différents endroits du monde, mais aussi pour aller à la rencontre de différentes initiatives locales de Souveraineté Alimentaire afin de les faire connaître en Belgique.

*Il y a des citoyens qui font ce que nous faisons sans faire le jeu de la ficelle. Ils ont ce rôle-là ! Dans un quartier, une famille, un colloque,...*

## EFFETS PRODUITS

L'effet le plus direct produit par le jeu de la ficelle, c'est le fait d'opérer un déclic chez les gens, de les amener à adopter une grille systémique pour mieux appréhender la question de l'alimentation dans son ensemble. Comme le souligne Sébastien, l'intérêt du public pour le sujet est déjà souvent présent, mais il est généralement vu sous un angle spécifique : enjeu environnemental écologique, santé, social, etc. Ce qui fait défaut, c'est une manière de voir ces enjeux en étroite corrélation, indissociables les uns des autres.

*Le jeu de la ficelle, c'est une porte d'entrée. Parce qu'il y a des gens qui, par exemple, s'intéressent à l'alimentation saine. Mais, malgré le fait de l'avoir entendu plusieurs fois, ils ne sont parfois pas toujours conscients de l'impact social que la production alimentaire peut avoir au Mato Grosso au Brésil, ou sur le réchauffement climatique. Inversement, il y a des gens qui ne voient que ces aspects-là...*

Le but poursuivi avec le jeu est toutefois d'aller au-delà du constat, et d'agir. La compréhension de l'enjeu de la Souveraineté Alimentaire doit

déboucher sur un véritable processus de réflexion collective qui initie des alternatives concrètes que les individus ou les groupes peuvent porter ou mettre en place pour changer le système alimentaire.

*Le nombre de fois où, lors de mes animations, j'ai des personnes qui me disent qu'il faudrait boycotter la grande distribution. Je leur dis : d'accord, mais comment ? [...] La préoccupation écologique étant grandissante chez les gens, la volonté d'avoir des solutions toutes faites est très forte. Souvent, ils veulent passer du constat lourd du jeu de la ficelle directement à l'alternative. Or, il y a une étape quoi ! Elle est nécessaire : c'est la déconstruction indispensable pour comprendre le monde dans lequel tu es, le système. Et puis, après, tu sais vraiment pourquoi tu portes une alternative. [...] Souvent les gens arrivent à formuler un certain type de solution ou d'alternative qu'il faudrait mettre en place sans savoir qu'elle est déjà défendue par d'autres.*

Porter ces alternatives tout en maintenant une vision systémique permet aux individus de se redécouvrir une certaine autonomie, soit une capacité à devenir une pièce d'un engrenage beaucoup plus vaste qui peut faire changer les choses, en mettant ce qu'ils font en perspective. Ils explorent par là de nouveaux champs d'engagement politique la plupart du temps ignorés.

*Je pense que c'est important aussi de s'affirmer comme un mouvement politique, et de dire que c'est un combat politique qui peut prendre différentes formes. Cela peut aussi bien être un producteur qui est dans son champ, qu'un gars qui va aller s'enchaîner chez Monsanto, ou le prof qui va lancer un projet dans son école. Je pense que c'est très important de l'affirmer comme un enjeu politique sinon on tombe dans le piège de considérer la Souveraineté Alimentaire comme un problème technique et pas citoyen.*

Le jeu de la ficelle est potentiellement destiné à tout type de public. Toutefois, souligne Sébastien, certains publics sont clairement plus réceptifs que d'autres, les classes moyennes, de niveaux d'éducation et de formation plus élevés, infor-

més, se montrent bien souvent plus réceptifs que les autres. A ne pas y être attentif, le jeu peut potentiellement avoir pour corollaire de produire exactement le contraire de l'effet recherché et renforcer le sentiment d'impuissance de certains membres de la société. D'où la raison de faire délibérément le choix

d'animer le jeu de la ficelle avec des publics plus précarisés, même si cela s'avère plus difficile et plus compliqué.

*Quand tu as d'autres soucis, économiques, sociaux, de familles, tu vas avoir moins de temps de te poser des questions sur comment fonc-*

*tionne le monde, ou alors, tu ne vas pas être dans les bons circuits ou les bons réseaux pour se poser ces questions à un moment donné. [...]L'idée que le bio est plus cher, dans une certaine mesure oui, c'est vrai. Qui va se nourrir dans un resto slow food, ce sont des gens qui ont un certain revenu, une situation sociale. Ce ne sont pas les gens qui touchent le CPAS, des quartiers défavorisés. Tu prends les GASAP, sur les 3000 personnes, je ne serais pas étonné de connaître les situations sociales de ces personnes. Ce n'est pas une critique. C'est une réalité. Donc, si on veut se battre pour plus de justice, d'équité, de solidarité, c'est aussi avec une partie de la population qui est dans les villes.*

## LE COLLECTIF CITOYEN BOUILLON MALIBRAN



Ixelles, rue Malibran. Ici, une pizzeria libanaise, en face un snack dürüm pit-ta turc. Plus bas, un restaurant marocain, non loin d'un épicier pakistanais. Des commerces d'une grande diversité culturelle, à l'image des habitants. Une rue bigarrée, la rue Malibran... qui plonge tout droit sur la très branchée place Flagey, où se côtoient bobos, badauds et habitants aux origines multiples.

Bouillon Malibran est une initiative citoyenne qui émane d'un groupe d'habitants, rejoint par la suite, par le secteur associatif et institutionnel. L'alimentation est au cœur du projet, considérée comme un vecteur de richesses culturelles. De ce collectif émane différentes idées pour allier impératifs sociaux, richesses culturelles et respect de l'environnement : grand banquet, cuisine mobile, ateliers cuisine, légume du mois...

Manger et cuisiner ensemble, c'est la manière choisie par ce collectif pour établir du lien social, du dialogue entre les différents publics. Se mettre autour d'une table c'est établir un langage commun à tous pour s'interroger ensemble sur le contenu de son assiette. De là, émergent des idées, petites et grandes, pour faire évoluer nos pratiques alimentaires : intégration dans les recettes des critères de saisonnalité, de proximité, innovations et découvertes culinaires, réflexions sur les circuits courts, etc.

Pour Dominique, l'un des membres fondateurs, le projet part d'un constat : « Des initiatives telles que les groupes d'achats solidaires, c'est très bien, mais ça reste relativement confidentiel, ça ne concerne qu'une certaine catégorie de citoyens. De même, le bio est perçu comme inaccessible financièrement. On a voulu pousser la réflexion plus loin. Comment, par exemple, amener une solidarité entre l'épicier turc et le paysan wallon ou flamand ? Il y a là une place pour l'invention et la créativité locale. Trouvons des solutions avec les habitants afin de répondre aux exigences sociales et environnementales. C'est d'une complexité inouïe, mais c'est jouable ! »

[Encadré sur base de *Symbiose 88*]

## RELATIONS AVEC LES AUTRES ACTEURS DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Pour Sébastien, le principe la Souveraineté Alimentaire est totalement révolutionnaire, dans la mesure où il engage à reconsidérer complètement l'organisation de notre propre société. Il renvoie incontestablement à des considérations d'ordre technique, propres à des débats entre experts. Il appartient, selon lui, à des « spécialistes » de s'engager dans des discussions et des négociations sur le cadre nécessaire à son développement. Mais, en même temps, la Souveraineté Alimentaire offre un horizon mobilisateur pour la société dans son ensemble. Car, en dernier recours, c'est aux citoyens de déterminer concrètement comment ils veulent se nourrir !

*D'une part, il y a les personnes qui, avec un peu plus d'expertise, vont pouvoir rendre des rapports pour montrer que techniquement on n'y sera pas tant qu'il n'y a pas ceci ou cela qui est réglé. C'est le processus des experts. A côté, il y a le processus parallèle, qui est celui des citoyens, des humains simplement, qui du Mouvement Sans Terre aux GASAP en passant par je ne sais quelle initiative à travers le monde vont réinventer une manière de déterminer eux-mêmes la manière dont ils veulent se nourrir et produire. Je pense que ces deux processus sont nécessaires et se nourrissent. Parce qu'on a besoin de*

techniciens pour orienter. Et des gens qui, de manière spontanée, ressentent ce besoin par rapport à leur alimentation et qui du coup se mettent en processus de mobilisation citoyenne.

A ce projet sont associés des acteurs aux modes et niveaux d'action très différents, les uns organisés formellement, les autres n'en ressentant pas la nécessité. Ils concourent tous à leur manière au renforcement du projet de la Souveraineté Alimentaire. Pour Sébastien, il faut voir cela à l'image d'un organisme, où chaque action spécifique, telle une cellule, s'inscrit dans un projet qui la dépasse largement. C'est ce qui l'autorise à parler de la Souveraineté Alimentaire comme d'un mouvement social à part entière.

*T'as des gens qui font de l'éducation, des gens qui mettent la main dans le sol, d'autres qui font des manifs, des actions, d'autres du plaidoyer politique... et même à un niveau institutionnel, des instituteurs. Et le fait de travailler de différentes manières, de vivre dans la société, de faire avancer « la société »... Pour moi, cela montre qu'il y a un mouvement social. Si nous n'avions que des producteurs, ce serait alors qu'un mouvement paysan. Mais, ici tu as toute sorte de gens. Des consommateurs aussi. Et cela dans les différentes strates de la société. On touche ici à différents acteurs qui font qu'une société est une société. Et à un niveau local, et à un niveau beaucoup plus global.*

Tous ces acteurs qui proviennent d'horizons différents s'inscrivent pourtant dans la même optique, celle de la Souveraineté Alimentaire. Mais, souligne Sébastien, cela n'est pas toujours revendiqué comme tel. Tous ne sont pas forcément conscients de partager une vision avec d'autres, de participer au même projet.

*Pour moi, par exemple, l'association « Le Début des Haricots » est très politique dans sa vision, dans ce qu'elle veut faire. Mais, elle n'est pas formalisée. Mais, avec eux, planter des choux à Bruxelles, c'est un acte politique. C'est juste que ce n'est pas revendiqué en tant que tel. [...] Pour moi, d'une manière ou d'une autre, les GASAP constituent une force citoyenne politique qui dit*

« stop », on ne veut plus de ce système.

Du coup, certains acteurs se privent de synergies potentielles qui pourraient être établies pour renforcer les projets des uns et des autres. C'est pourquoi des dynamiques telles que celles qui se créent autour du jeu de la ficelle prennent tout leur sens. Elles permettent en effet aux différents acteurs de prendre conscience qu'ils vont dans le même sens, de voir la complémentarité de leurs actions, et de fonctionner davantage en étroite connexion entre eux. Ainsi, le jeu de la ficelle sert tout autant à sensibiliser les citoyens qu'à la dynamisation des actions des protagonistes de la Souveraineté Alimentaire eux-mêmes.

## INTERAGIR

Si le jeu de la ficelle est clairement politiquement engagé, la personne qui l'anime n'a pas nécessairement pour vocation à porter le message auprès du monde politique, ni de faire pression sur d'autres acteurs. Inscrit dans une logique d'éducation permanente, son objectif, c'est de permettre à des personnes de devenir acteurs de changement de la société à son échelle. Il donne des clés de lecture qui peuvent les aider à construire eux-mêmes un combat qui, dans certaines circonstances et quand cela est souhaité, peut être directement politique. D'après Sébastien, les pistes concrètes d'actions politiques locales pour dynamiser le développement de la Souveraineté Alimentaire sont loin d'être négligeables. La négociation d'espaces pour les projets auprès des communes, l'imposition de jours sans viande pour les restaurants, ou la révision des menus des cantines scolaires sont autant d'exemple de combats qui peuvent être potentiellement suggérés par l'animateur du jeu de la ficelle, sans qu'il n'ait à les assumer directement.

Toutefois, l'animateur a également des combats politiques à mener lui-même. Son travail est précurseur d'un travail éducatif que pourrait et devrait être assuré directement par d'autres acteurs, dont l'acteur public. Comme le souligne Sébastien, le travail d'éducation à l'environnement ou l'alimentation est relégué à quelques personnes ou associa-

tions, mais c'est un travail de niche. L'enjeu, c'est de pouvoir faire en sorte que ces thématiques s'inscrivent dans les programmes de formations d'acteurs plus classiques. Dans l'état actuel des choses, ce travail politique est bel et bien identifié, mais reste encore embryonnaire.

## EXPÉRIENCES APPARENTÉES

1. Cycle court d'ateliers culinaires écologiques et de réflexion : <http://rdcontinents.canalblog.com/archives/2011/02/24/18971794.html>

2. Projet Nord : <http://www.quinoa.be/Projet-Nord,438>

## ERIC EVRARD ET HO CHUL CHANTRINE AGRICOVERT

Eric est maraîcher à Hamme-Mille et coopérateur fondateur de la coopérative à finalité sociale et solidaire Agricovert. Ho Chul, qui travaille au sein de l'ASBL CRABE, en est devenu le premier administrateur-délégué.

Le projet Agricovert est de créer ensemble un outil solidaire de commercialisation, de transformation et de formation/conseil, au service des producteurs travaillant en harmonie avec l'environnement soucieux du développement local. Ses membres sont convaincus que l'avenir de l'agriculture passe par un retour à une agriculture paysanne, écologique de proximité en redonnant son vrai sens à notre Terre Nourricière. Ils veulent revaloriser cette voie-là et permettre la création de nouveaux emplois permettant à de nouveaux producteurs de s'y inscrire.

La coopérative comprend aujourd'hui 19 coopérateurs producteurs (maraîchers, éleveurs, artisans), dont 3 d'entre eux sont en couveuse d'entreprise, et près de 50 coopérateurs consommateurs dont 4 sont directement membres du conseil d'administration.

## GENÈSE DU PROJET

Forte de ses 30 ans d'expertise dans le soutien d'une agriculture écolo-



gique locale, au contact de nombreux producteurs, et sensible à la notion de développement local et durable, c'est à l'initiative de l'ASBL CRABE que démarre le projet Agricovert.

Fin 2010, après une courte période de prospection auprès de quelques producteurs de la région, un premier projet de collaboration entre des producteurs et des consommateurs est envisagé. L'expérimentation démarre avec la commercialisation de 50 paniers provenant de 4 producteurs, et le soutien d'un Groupe d'Achat Solidaire de l'Agriculture Paysanne.

Depuis lors, la base de producteurs participant au projet s'est élargie. Ensemble, ils ont rédigé une charte traduisant la vision de leur projet, et prospecté auprès de la Région Wallonne pour trouver quelques supports. Quant au nombre de paniers vendu, il a progressivement augmenté.

En août 2011, la dynamique acquiert un caractère plus formel via le dépôt des statuts de la coopérative à finalité sociale. L'originalité de la structure est d'avoir associé en son sein producteurs et consommateurs qui en deviennent co-responsables.

## FAIRE MOUVEMENT POUR LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

A la base du projet Agricovert, ce sont des producteurs expérimentés. Ils ont depuis un certain temps fait le choix d'une inscription durable dans un modèle de production agricole écologique et qui ait du sens du point de vue social. Pour les uns, c'est le maintien d'un mode de vie

qui leur a été transmis avec l'exploitation qu'ils ont reçu en héritage. Pour les autres, c'est simplement la volonté de produire autrement. Ce qui les réunit, c'est la volonté de rendre leur production rentable, de pouvoir en vivre tout simplement, sans dépendre d'aides extérieures.

*Maintenant, ceux qui sont entré dedans ne sont pas des producteurs qui ont commencé il y a 2 mois. Ils y sont depuis 10-15 ans. Ils ont une expérience dans le maraichage, la culture bio. J'aurais presque envie de dire qu'un jeune qui se lance ne se lancerait pas dans la coopérative parce qu'il s'imaginerait vite que tout va se lancer très facilement. Il n'a pas encore ce besoin. Il a la philosophie, mais il n'a pas encore cette sensation d'avoir galéré pendant 5-6 ans et n'a pas encore eu le temps de se dire qu'il a besoin de ce groupe, même s'il démarre tout doucement. Or, le fait de partager des savoir-faires et de s'entraider facilite beaucoup la vie !*

Sans pour autant ambitionner d'écouler tout ce qu'ils produisent via la coopérative, les producteurs s'efforcent néanmoins de construire un outil efficace et performant, qui facilite la gestion économique de leur exploitation. Voulant en garder la parfaite maîtrise, pas question pour eux d'envisager encore d'élargissement trop important. Ce qui compte, c'est de pérenniser l'outil.

*Concrètement, au niveau des consommateurs, on est aujourd'hui plus ou moins 600 inscrits, de tous horizons. Et je crois que de ces 600, il y a certaines personnes plus convaincues qui vont véritablement soutenir le projet et continuer avec nous. Et l'objectif avec nous, c'est d'en faire un groupe d'environ 400*

*familles qui nous soutiennent avec 20 producteurs. Qu'on fasse une sorte de très gros GASAP. L'objectif est de pérenniser l'outil avec ces 400 familles et 20 producteurs. Et, avec ces 400 familles, de pouvoir sensibiliser un maximum.*

Dans cette optique, la coopérative s'ouvre aux consommateurs qui veulent s'engager aux côtés des producteurs et leur permet de participer à la définition, la gestion et l'orientation du projet<sup>26</sup>. D'une part, leurs apports et conseils divers peuvent s'avérer capitaux pour la réussite économique du projet, d'autre part, les producteurs sont aussi parfaitement conscients que la clientèle n'est pas nécessairement acquise à leur cause. Bref, les producteurs ne manquent pas de chantiers où l'aide des *coopérateurs consom'acteurs* peut être très précieuse.

Outre la clientèle qui se fidélise peu à peu à Agricovert, des acteurs inscrits dans le même type d'approche ailleurs en Belgique s'intéressent à son mode de fonctionnement et évolution. Agricovert partage volontiers son expérience avec eux, voyant dans leur développement la constitution d'un formidable réseau qui peut contribuer à les rendre tous plus forts, tout en les laissant parfaitement autonomes.

*Il y a d'autres initiatives qui sont en train de se mettre en place, comme Point Ferme. Notre objectif, ce n'est pas de faire un projet mégalo qui recouvre toute la Belgique. Le but, c'est plutôt d'essaimer ce projet. Entre ces projets partageant la même philosophie, il y a des possibilités multiples de partenariat, de lancer des ponts entre régions. On a des gars d'Andenne ou de Gaume*

qui sont en train de nous contacter et qui aimeraient bien intégrer le projet agricover. La, tu te dis, c'est chouette, mais tu te dis que ce serait bien qu'une instance aille se créer là-bas. Il y a **Les Grosses Légumes** qui sont en train de se développer dans leur région. Je pense qu'il y a plein de synergies possibles avec ce qui est en train de se développer sur une même base philosophique. Ça commence à bouger !

## EFFETS PRODUITS

En faisant collaborer les producteurs, le projet Agricover leur permet de se départir d'un sentiment d'isolement. Certes, l'effet produit est parfaitement d'ordre symbolique, mais il prend tout son sens dans la mesure il galvanise l'enthousiasme nécessaire pour faire avancer le projet.

*On doit essayer de trouver une sorte d'équilibre en tant que producteur. Je me suis lancé en agriculture il y a 5 ans et je me demande souvent dans quoi est-ce que je me suis lancé ! Mais, ça vaut la peine, nous ce qu'on fait ! Le fait de ne pas être tout seul, ça permet de se serrer les coudes, de se soutenir les uns les autres.*

Sans constituer la formule économique « miracle » pour les producteurs, Agricover leur permet de pouvoir progressivement s'affranchir des grossistes, en se constituant comme intermédiaire non lucratif qui leur assure l'écoulement d'une partie de leur production. Ils savent que, de la sorte, ils peuvent compter sur une garantie d'un paiement plus élevé et sûr. Outre la sécurité qu'elle procure, la coopérative peut aussi être un espace solidaire de certains producteurs en situation difficile, leur permettant de prendre le temps de consolider leur entreprise.

*Renaud Pinchard a démarré cette année sur 1 hectare et demi. Son objectif, c'était d'arriver à avoir un certain nombre de familles, mais qu'il n'a pas réussi à avoir parce qu'il était tout le temps au champ. Agricover a pallié énormément son exploitation cette année. Ça lui a permis d'écouler une grande partie de sa marchandise, même si ce n'était pas au prix qu'il avait convenu au départ. Mais cela lui a permis de couvrir son manque de clientèle*

*sur le côté, et de pouvoir développer maintenant son marché. Il le dit clairement, ça lui a permis d'avoir une bouffée d'air et d'être vraiment sur son terrain.*

Tout en s'efforçant de rendre leurs produits accessibles à la clientèle la plus large possible, Agricover sensibilise les consommateurs aux réalités vécues par les producteurs et pèse sur leurs comportements grâce à de multiples initiatives : des visites dans les exploitations, des ateliers, des soirées rencontres, des fiches producteurs, des infos hebdomadaires dans les paniers. Même si ce genre d'initiatives n'interpelle pas nécessairement tout le monde de manière immédiate, les coopérateurs misent sur le temps et les discussions informelles que celles-ci peuvent générer avec le temps.

*La sensibilisation se fait du bouche à oreille par les consommateurs. Et ça, j'en suis certain. Et par notre sensibilisation aussi. Notre effort de communication par rapport à notre manière de fonctionner.*

## RELATIONS AVEC LES AUTRES ACTEURS DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Dans son appel à coopérateurs, le projet Agricover est décrit comme s'inscrivant dans la ligne de la Souveraineté Alimentaire. Avec sa volonté de créer des emplois, de développer une économie locale à valeur humaine et de promouvoir une agriculture paysanne écologique, indépendante du système alimentaire agroindustriel, il s'inscrit en droite ligne de ce qui est énoncé par ce principe. Pour Ho Chul, c'est évident, même si la manière d'en parler peut différer d'une personne à l'autre.

Eric et Ho Chul soulignent d'emblée qu'ils ne sont pas seuls dans cette perspective, et qu'ils ont le sentiment de faire partie de tout un ensemble d'acteurs très différents, tous désireux d'aller dans le même sens. Ils y voient tantôt des opportunités pour leur propre développement, comme la dynamique des « villes en transition<sup>27</sup> », tantôt des démarches parallèles ou complémentaires à la leur qu'il convient de respecter.

*Il y a beaucoup de figures différentes entre les groupements d'achats. L'engagement extrême, c'est le consommateur qui va payer chaque mois une somme, même s'il n'a pas les légumes. Il y a une mauvaise saison, et une mauvaise production ? Le consommateur a payé, point. La question est de savoir quel est le pourcentage de la population qui est prêt à passer à cela ? [...] On est complémentaires. Renaud Pinchard a fonctionné de cette manière aussi... Son rêve c'est aussi de développer un GASAP. Il dit, j'ai mon GASAP. Mais, à côté, j'ai Agricover qui me permet aussi d'écouler une partie de ma marchandise. [...] Il y a une échelle comme celle d'Agricover qui a besoin de développer une vision plus réaliste par rapport à la société globale. L'objectif d'Agricover, c'est de parvenir à répondre à un maximum de gens qui n'ont pas nécessairement les moyens de payer des produits qui sont chers actuellement. [...] Au niveau de la coopérative, nous sommes obligés de penser à très long terme à comment la société peut fonctionner.*

Même si tous les yeux sont rivés sur le même horizon, la collaboration entre ces différents acteurs est loin d'être toujours évidente. Ils composent en effet dans un environnement complexe qui les amène à faire des choix stratégiques qui ne convergent pas forcément. L'enjeu de la certification biologique a par exemple constitué une pierre d'achoppement importante entre Agricover et Nature&Progrès, malgré le profond respect que ces deux acteurs ont l'un pour l'autre. Car, Agricover fédère aussi des producteurs qui ont un mode production écologique, mais pas nécessairement certifiée biologique.

Moi, en tant qu'Agricover, c'était une des priorités d'être en partenariat avec Nature&Progrès. Parce qu'ils ont une instance, une structure associative qui a pour objectif de promouvoir le bio au niveau du consommateur, avec une grande visibilité. Ils ont aussi des techniciens qui pouvaient accompagner des producteurs. Mais, vu notre situation, ils ont refusé de nous accompagner de manière officielle parce que dans Agricover il y a des producteurs qui sont en première année de reconversion et qui

## AGRICULTURE BIOLOGIQUE INDUSTRIELLE

Au départ, le fait de se revendiquer de l'agriculture biologique est le fruit d'une réflexion du milieu paysan et écologiste pour que soient intégrées des valeurs sociales et écologiques au cœur des préoccupations des producteurs, des transformateurs et des consommateurs. Toutefois, la multiplication du nombre d'acteurs aux pratiques différentes se revendiquant de ce type d'agriculture a généré une telle confusion que l'Union Européenne a voulu y mettre de l'ordre en imposant une certification officielle avec des critères très stricts. Centrés exclusivement sur le produit fini, ces critères n'intègrent pas les préoccupations paysannes et ouvrent directement un marché très profitable à des acteurs aux modes de productions non écologiques et industrielles, et ferment paradoxalement son accès à de petits producteurs incapables de produire les mêmes produits pour le même prix. Des poulets élevés en batterie BIO, des tomates en toute saison BIO, des vergers où l'on exploite des ouvrières immigrées BIO, ça existe ! Au-delà des étiquettes, il y a donc encore lieu de savoir distinguer les produits véritablement inscrits dans une philosophie... paysanne.

[voir Baqué 2011]

ont des difficultés à pouvoir passer en bio. Ils n'entrent pas dans le système Nature&Progrès. Mais en même temps, chaque année si on accepte des nouveaux producteurs, ils seront vraisemblablement en année de reconversion. C'est là où la philosophie se perd. Si on veut que le bio se développe, il faut des gens qui se lancent. [...] La philosophie se perd parce que le consommateur veut que son produit soit labellisé 100%.

Collaborer est pourtant une nécessité pour Agricover. La coopérative ne peut en effet vivre que si elle peut compter sur des consommateurs informés et convaincus par leur démarche. Il est donc nécessaire d'investir du temps et de l'énergie pour sensibiliser le grand public sur les enjeux de la Souveraineté Alimentaire. Dans la mesure de ses moyens, Agricover le fait. Mais, ce n'est clairement pas suffisant, et tous les moyens de la coopérative ne peuvent être alloués à cet objectif-là.

Sébastien, chez « Saveurs Paysannes » nous fait de la communication qui soutient vraiment le projet. Il voit très clair par rapport à notre projet. Pour le moment, il fait des petites choses, mais elles ont un impact. Ils ont une vitrine qui nous permet d'ouvrir pas mal de portes. Je pense que nous devons continuer à collaborer. Je pense que s'ils peuvent nous financer, ne fut-ce que pour des petits one-shot à mettre en place avec Agricover, voilà... Pour le moment, on est sur la

*réflexion d'un logiciel de plan de culture à mettre en commun pour tous les producteurs, interactifs et évolutif pour chaque type de culture qu'ils puissent voir un par un. Bref, un truc assez performant. Et bien, on doit chercher des fonds pour ces trucs-là. Ce serait quoi ? 5000€ ? Mais il faut les trouver. Si Saveurs Paysannes pouvait trouver ce budget pour cet outil, qu'il pourrait mutualiser par après...*

Paradoxalement, Agricover investit encore très peu les espaces formels de rencontres des autres acteurs de la Souveraineté Alimentaire, et s'en méfie même un peu. Encore jeune, la coopérative n'a pas envie d'être récupérée, ni de devenir le faire-valoir d'autres organisations qu'elle ne connaît que très peu finalement.

Quant aux acteurs qui n'inscrivent pas directement leur action dans la promotion du circuit-court, ce que fait Agricover, aucun lien n'est à ce jour établi. S'il y a bien une affinité philosophique avec eux qui est reconnues, Eric et Ho Chul ne voient pas encore ce qu'ils pourraient faire ensemble concrètement.

## INTERAGIR

Toute l'attention de la coopérative Agricover est aujourd'hui concentrée sur les moyens de rendre le projet pérenne. Les démarches en ce sens sont principalement menées avec les consommateurs comme cible principale : brochures, sites internet, participation à des foires et des salons agricoles, stands de dégustation, etc.

A l'exception du dépôt au cabinet Lutgen d'un dossier pour subsidier un hall-relais agricole, bâtiment qui servirait de magasin, de vitrine pour les producteurs et qui pourrait aussi servir de lieu de stockage, et de mise en paniers, pratiquement aucune démarche n'a encore été entreprise pour associer plus directement de acteurs politiques ou privés pour le développement du projet. De même, la coopérative s'estime encore trop jeune pour s'engager dans un travail plus résolument politique.

## EXPÉRIENCES APPARENTÉES

1. <http://www.pointferme.be/>
2. <http://grosses.legumes.overblog.com/>
3. <http://www.boeufgaume.be/>
4. <http://www.coprosain.be/>
5. <http://cotesoleil.homestead.com/>

## CONCLUSION DE CHAPITRE

Le modèle agricole industriel, basé exclusivement sur les principes du libre-échange, la compétitivité économiques des exploitations agricoles, et les avantages comparatifs entre régions du monde, est un modèle qui perd tous les jours un peu plus de sa légitimité aux yeux de la société civile européenne. Alors qu'il prévaut toujours à l'échelle des Etats, de l'Union Européenne et des instances internationales, de nombreuses initiatives citoyennes très diverses s'inscrivent dans une perspective plus juste et plus écologique de production et d'échange des produits agricoles : action directe, coopératives, commerce équitable Nord-Sud et Nord-Nord, groupements d'achats, actions de sensibilisation, production de documentaires, militantisme, etc.

Pour la plupart, les porteurs de ces initiatives se reconnaissent directement dans le modèle de l'agriculture paysanne et le principe de la Souveraineté Alimentaire, de manière explicite pour les uns, implicite pour les autres. Ce qui importe systématiquement pour eux, c'est redonner aux producteurs et aux consommateurs la possibilité



Le film Tous au Larzac met en évidence la nécessité de composer avec des modes d'actions et des motivations d'acteurs très différents pour gagner un combat paysan

de reprendre la main sur le système alimentaire, et de montrer que d'autres manières de procéder sont possibles. A en croire les personnes interviewées dans cette étude, chacune de leur action permet d'éveiller un tranche toujours plus large de la population sur les enjeux alimentaires.

Comme le souligne toutefois Steven, il est illusoire de croire à un consensus général entre tous ces acteurs sur tous les combats qu'ils mènent, et sur les choix stratégiques qu'ils opèrent. Ils ont tous une identité et des modes d'action propres, qu'il est vain de vouloir orienter ou contrôler. Cela ne pourrait que provoquer l'évaporation des enthousiasmes et énergies de chacun à participer au changement. La diversité est bien au contraire une force, selon lui, parce que chacun touche à sa manière un public spécifique qui peut contribuer, à son tour, à faire changer les choses.

D'aucuns considèrent pourtant que ces initiatives, aussi essentielles qu'elles soient, ne peuvent suffire si elles ne trouvent pas d'écho dans la sphère politique, et qu'il est nécessaire de les relayer pour produire un véritable changement dans les centres de pouvoir et de négociations. Or, les citoyens qui les portent ne se retrouvent pas tous dans cette perspective, certains n'atten-

nant plus rien des dispositifs de décisions formels. Comme le souligne un auteur comme Miguel Benasayag, beaucoup de citoyens ne croient plus nécessairement, ni au progrès, ni à l'action politico-sociale, mais bien d'avantage dans l'expérimentation concrète d'actions et d'alternatives locales qui ont du sens pour eux. Pour eux, le changement est plus produit par ce que les gens proposent concrètement et partagent, que par l'action résolument militante et la revendication politique [Benasayag 2011].

Avec les témoignages recueillis dans cette étude, nous pouvons en effet constater que toutes les initiatives ne s'inscrivent pas directement dans une perspective militante, et n'ont pas besoins d'être organisées autour d'un programme commun. Motivé par une soif de changement de la société, l'engagement de certains citoyens est politique, mais il est plus focalisé sur le changement local concret que sur le jeu politique. Avec le temps, nous pouvons observer néanmoins un phénomène de structuration et/ou de formalisation de certaines initiatives qui va souvent de pair avec une implication plus forte dans le champ politique. La constitution du Rezo en ASBL est, par exemple, motivée en partie par cela. Il est intéressant de noter à ce sujet que des initiatives similaires ne sont pas du tout structurées en Wallonie (GAC), tandis qu'en Flandres (Voedselteams), elles se sont forgé une place d'acteur institutionnel qui participe à des groupes de réflexion et de lobby [Van Gameren, 2012].

Pour Sébastien, le fait que certains citoyens ne veillent pas s'engager personnellement dans le jeu du rapport de force avec le politique ne constitue pas de problème en soi. Dans la perspective de la Souveraineté Alimentaire, l'action politique et la transformation concrète du système alimentaire sont parfaitement complémentaires. A l'instar de Steven, il a recours à l'image de l'organisme, où chaque action spécifique, telle une cellule, s'inscrit dans un projet qui la dépasse largement, qui le fait de parler de la Souveraineté Alimentaire comme d'un mouvement social à part entière. Tout l'enjeu réside dans l'exercice délicat du dialogue entre,



La campagne internationale Libérez nos semences dénonce le durcissement de la législation européenne sur les semences et ses effets déplorables sur l'agriculture paysanne. Un panel large et diversifié d'acteurs belges l'a fait connaître le 17-18 avril 2011

d'une part, des acteurs qui prennent la parole au nom de ceux qui agissent, et, d'autre part, des acteurs qui agissent dans la perspective de la Souveraineté Alimentaire.

Aujourd'hui, comme en témoignent nos interviews, si les porteurs de projets citoyens ont généralement le sentiment de partager avec la Souveraineté Alimentaire le même projet de société, ils n'entrevoient encore pas toujours comment les autres acteurs peuvent leur être utiles et vice-versa.

En Belgique francophone, le Réseau pour le Soutien Agriculture Paysanne (RSAP), constitue pour cela un espace informel privilégié où des citoyens et acteurs se rencontrent, se parlent et mettent sur pied des initiatives communes qui ont pour but de renforcer le travail de chacun. Comme le souligne Sébastien, il s'agit là certes d'une sorte de plateforme supplémentaire, qui s'ajoute à celles de la PFSA, du RABAD ou du RAWAD, qui traitent toute d'alimentation durable. Mais, en même temps, il permet aux citoyens de prendre réellement leur place, de parler d'égal à égal et de préserver leur liberté d'entreprise.

C'est au niveau de cet espace

qu'ont été réfléchies différentes initiatives citoyennes très originales comme la création de l'asbl *Terre-en-vue* qui traite des questions de l'accès à la terre pour les personnes voulant s'inscrire dans une perspective de production paysanne ; la promotion de débats autour du film *Solutions locales pour un désordre global* ; l'organisation des journées d'actions *Libérez nos semences* ; la préparation du forum international pour la Souveraineté Alimentaire de Nyeleni ; le projet de répertoire systémique permettant à tout acteur de pouvoir identifier les différentes initiatives existantes en Belgique ; etc. Ces initiatives communes fédèrent les différents acteurs, citoyens et institutionnels, et établit un climat de confiance qui renforce la solidarité entre leurs modes d'actions respectifs. A titre d'exemple, certains acteurs de la PFSA qui n'ont pas directement par-

ticipé à l'action du 21 mai à Wetteren ont officiellement soutenu les activistes par voie de presse et par leur présence aux manifestations de soutien à Barbara Van Dyck, renforçant de la sorte le FLM dans sa démarche<sup>28</sup>.

---

<sup>14</sup> Une excellente synthèse des différents outils existants a été réalisée par le réseau idée. Consulter les numéros 87-87 de leur magazine Symbioses.

<sup>15</sup> <http://www.pfsa.be/spip.php?article553>

<sup>16</sup> Elaborer un répertoire de ces différentes initiatives est l'un des chantiers actuels important du mouvement pour la Souveraineté Alimentaire.

<sup>17</sup> Cette partie de l'étude est basée sur une série d'interviews réalisées entre le 13 et le 20 décembre 2011

<sup>18</sup> <http://fieldliberation.wordpress.com/>

<sup>19</sup> La règle d'or de ce type d'action est d'en aucun cas porter atteinte à l'intégrité physique et morale des personnes qui font obstacle à sa réalisation.

<sup>20</sup> <http://threeerottenpotatoes.wordpress.com/>

<sup>21</sup> Community Supported Agriculture en Amérique du Nord, en Angleterre et en Allemagne, Associations pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne (AMAP) en France, Teikei au Japon, Gruppi di Acquisto Solidale en Italie, etc.

<sup>22</sup> Sur ce sujet, lire [Van Gameren, 2012]

<sup>23</sup> <http://www.haricots.org/agenda/articleSA>

<sup>24</sup> Partout dans le monde, ce genre d'initiatives prend des noms différents : soutiens communautaires à l'agriculture (Community Supported Agriculture (CSA) en Amérique du Nord, en Angleterre et en Allemagne, Associations pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne (AMAP) en France, Teikei au Japon, Gruppi di Acquisto Solidale en Italie et des modèles similaires dans les pays scandinaves)

<sup>25</sup> <http://www.voyagenficelle.net/>

<sup>26</sup> Le Conseil d'Administration est composé de consommateurs et de producteurs. Le président, le trésorier et le secrétaire sont des consommateurs qui épaulent les producteurs. Ho-Chul lui-même n'est pas producteur.

<sup>27</sup> <http://villesenttransition.net/>

<sup>28</sup> <http://pfsa.be/spip.php?article946>

# CONCLUSIONS

En Belgique, la Souveraineté Alimentaire s'impose progressivement à tout un ensemble d'acteurs comme principe mobilisateur et fédérateur d'un mouvement social nouveau opposé au modèle de développement agricole industriel. Il les pousse tous à agir et militer à leur manière pour un système alimentaire plus juste, et durable.

Faisant du modèle de l'agriculture paysanne durable l'objet même de sa campagne « Cultivons, la terre, la vie, le monde » Oxfam-Magasins du monde, acteur phare du Commerce Equitable s'affiche clairement comme l'une des composantes de ce mouvement belge et international pour la Souveraineté Alimentaire.

Avec ses différents partenaires dans le Sud, Oxfam-Magasins du monde en est déjà un fervent défenseur depuis de nombreuses années en prônant des échanges commerciaux établis sur une base plus juste, des modes de productions plus durables et en renforçant les capacités des paysans et artisans à prendre eux-mêmes leurs projets d'avenir en main.

Toutefois, dès lors que l'agriculture paysanne est tout autant menacée au Nord qu'au Sud, et que les défis de société que nous devons relever aujourd'hui ne connaissent pas de frontière, cantonner son action sur ses partenaires, en ignorant la réalité du Nord, a de moins en moins de sens. En d'autres mots, défendre la Souveraineté Alimentaire ici, c'est aussi bon pour le Sud.

C'est ce qu'Oxfam-Magasins du monde entendait déjà démontrer en soutenant publiquement les revendications légitimes des producteurs laitiers engagés dans la grève du lait en 2010. Depuis lors, les rapprochements formels et informels entre organisations belges en faveur de l'agriculture paysanne se multiplient : journée de réflexions, participation au Réseau pour le Soutien de l'Agriculture Paysanne (RSAP), etc. Ils débouchent peu à peu sur

des actions concrètes qui témoignent de cette évolution de notre organisation : soutien au lancement d'une initiative en circuits courts, interventions publiques à des débats et actions de sensibilisation, organisation de la Journée Mondiale de l'Alimentation, réflexion sur l'introduction de produits paysans et Commerce Equitable Nord dans notre gamme de produits, message officiel de soutien de certaines actions de désobéissance civile, etc.

Oxfam-Magasins du monde, c'est aussi et surtout un ensemble de bénévoles, présents dans plus de 70 magasins, dans des écoles et sur des lieux publics, qui s'inscrivent comme citoyen dans le mouvement belge pour la Souveraineté Alimentaire en portant une multitude de projets locaux : achats de produits paysans pour l'activité annuelle des petits déjeuners, ouverture de dépôts de produits et paniers paysans, participation à des groupements d'achats locaux, activités de sensibilisation en magasin, dans les

écoles et même dans les prisons, production, projet d'épicerie locale, activité de cuisine à partir de produits paysans du Nord et du Sud, etc.

Avec cette étude, nous avons voulu montrer qu'au-delà de son engagement actuel en faveur de la Souveraineté Alimentaire, Oxfam-Magasins du monde peut envisager de nombreuses pistes nouvelles pour aller encore plus loin. Nous avons en effet pu voir que certains citoyens ont des modes de fonctionnement différents qui peuvent être sources d'inspirations pour notre mouvement. De même, des espaces comme la Plateforme Souveraineté Alimentaire (PFSA), les réseaux wallon et bruxellois pour l'alimentation durable (RAWAD/RA-BAD) ou le Réseau pour le Soutien de l'Agriculture Paysanne (RSAP) s'avèrent sans aucun doute pertinents pour rencontrer, échanger, imaginer, renforcer et construire le mouvement belge pour la Souveraineté Alimentaire.

---

## LA PETITE FOIRE ALTERNATIVE DE LIBRAMONT

Le samedi 23 juillet 2011, en marge de la Foire agricole de Libramont était organisée pour la première fois une petite foire alternative. Plus de 400 personnes se sont retrouvées tout au long de l'après-midi et de la soirée pour faire la fête de l'agriculture paysanne et soutenir l'engagement pour une autre gestion de la production agricole et pour une société véritablement durable.

*« Qu'on ne s'y trompe pas, on ne veut pas s'opposer bêtement. On souhaite se positionner comme porte-parole des alternatives de petite taille, qu'elles soient d'ici ou du Sud. On veut se centrer sur les gens qui veulent une autre agriculture et une autre alimentation. On veut donner la parole à ceux qui ne l'ont pas, ou pas suffisamment, dans la foire d'en face », Jean-Pierre Monseur, volontaire chez Oxfam et coordinateur de l'initiative.*

Une quinzaine d'associations qui agissent pour une gestion nouvelle de la coopération au développement et de l'écologie s'étaient alliées aux producteurs locaux pour rappeler que notre avenir dépendra de choix judicieux et courageux tant dans le domaine agricole que dans la gestion globale de l'environnement et de la promotion d'un bien-être véritable.

La petite foire fait la part belle aux producteurs régionaux adeptes d'une agriculture familiale en circuit court, aux épicerie alternatives, aux associations qui travaillent à la promotion d'idées nouvelles dans les domaines agricoles, environnementaux et sociaux.

## BIBLIOGRAPHIE

- Baqué, P., (2011), « Florissante industrie de l'agriculture biologique », in *Le Monde Diplomatique*, février.
- Benasayag, M., Del Rey, A. (2011), *De l'engagement Dans une époque obscure*, éd. Le passager clandestin.
- Choplin, G., (2008) « La PAC mise à la retraite après 50 ans », in Desgain S., Oumou Z. (sous la direction de). *Nourrir la planète. Comprendre la Souveraineté Alimentaire*, éditions Luc Pire, p. 40-50
- Dayez, C., Parmentier, S., (2011), *L'agriculture paysanne peut nourrir le monde et refroidir la planète*, Etude, Oxfam-Magasins du monde
- Delhommeau, T., (2009), *Alimentation : circuits courts, circuits de proximité*, Les Cahiers de la Solidarité n°20, Pour la solidarité
- Eurostat, (2011), *Le nombre d'exploitations agricoles a diminué de 20% dans l'UE27 entre 2003 et 2010*, communiqué de presse 147/2011 - 11 octobre
- IAASTD, (2008), *International Assessment of Agricultural Knowledge, Science and Technology for Development*, synthesis report.
- IAASTD, (2008), Evaluation internationale des connaissances, des sciences et des technologies agricoles pour le développement, Global Report
- Mazoyer M. (2002). Mondialisation libérale et pauvreté paysanne. Quelle alternative ? In CETRI (Centre Tri-continental). Question agraire et mondialisation. Alternatives Sud Vol. IX. L'Harmattan, p. 5-26.
- Mazoyer M., Roudart L. (2005). Introduction. In Mazoyer M., Roudart L. (direction). *La fracture agricole et alimentaire mondiale. Nourrir l'humanité aujourd'hui et demain*. Universalis, p. 7-12.
- Mazoyer M. (2008). Pauvreté paysanne, sous-alimentation et avenir de l'humanité. In Desgain S., Oumou Z. (sous la direction de). *Nourrir la planète. Comprendre la Souveraineté Alimentaire*, éditions Luc Pire, p. 10-29.
- Murphy S. (2006). *Concentrated Market Power and Agricultural*. Heinrich Böll Foundation, Misereor, Wuppertal Institute for Climate, Environment and Energy, 41 p.
- Nyeleni, Bulletins disponibles sur : [www.nyeleni.org/](http://www.nyeleni.org/)
- Padoan, B., (2011), « La PAC étouffe-t-elle les fermiers du Sud ? », in *Le Soir*, 14/10/11, p.11
- Parmentier, S., (2008), *Une agriculture... sans paysans. L'exemple du secteur laitier européen*, Etude, Oxfam-Magasins du monde
- Pleyers, G., dir., (2011), *La consommation critique*, coll. Solidarité et société, ed. Desclée de Brouwer
- Truvé, A., coord., (2009), *Souveraineté Alimentaire, Que fait l'Europe ?*, ed. Syllepse
- Van Gameren, V., et al., (2012), "La paradoxale gouvernance des groupements d'achats alimentaires, ou: comment favoriser la généralisation d'un mode de consommation alternatif ?", livre en cours d'élaboration, *Université Catholique de Louvain-la-Neuve*.
- Wiliquet, C., (2011), *Commerce international des produits agricoles : l'Union Européenne entre la main invisible et la société civile*, Document d'analyse et réflexion, Centre Avec asbl, février



**OXFAM**

Magasins du monde